



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 juin 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 28st, 1952

## RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1952.

Québec, le 16 juin 1952.

L'Imprimeur de la Reine.

32799-25-10-o

RÉDEMPTI PARADIS.

## RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1952.

Quebec, this 16th of June 1952.

RÉDEMPTI PARADIS,

32799-25-10-o

Queen's Printer.

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
31753 — 1-52

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.  
31753 — 1-52

### Lettres patentes

#### Academy Sportswear Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de mai 1952, constituant en corporation: Max Liverman, Julius Briskin, Leonard Liverman, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

### Letters Patent

#### Academy Sportswear Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of May 1952, incorporating: Max Liverman, Julius Briskin, Leonard Liverman, Advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires et vêtements de sport, sous le nom de "Academy Sportswear Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général, le douzième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

To manufacture and deal in wearing apparel, and sportswear, under the name of "Academy Sportswear Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Associated Lumber & Pulp Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1952, constituant en corporation: Hyman Katz, marchand, Lazarus L. Tinkoff, Frank F. Hubscher, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, commercer et négocier du bois de pulpe et bois de construction de toutes sortes, sous le nom de "Associated Lumber & Pulp Corporation", avec un capital de \$100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**Associated Lumber & Pulp Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1952, incorporating: Hyman Katz, Merchant, Lazarus L. Tinkoff, Frank F. Hubscher, Advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in timber and lumber of all kinds, under the name of "Associated Lumber & Pulp Corporation", with a capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$20 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Bégin et Pépin Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix mai 1952, constituant en corporation: Madeleine Vallée Pépin, marchande, épouse séparée de biens de Léopold Pépin, de St-Lazare, district judiciaire de Montmagny, Charles-Noël Bégin, imprimeur, Raynold Bélanger avocat, de Lévis, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de magasin général, sous le nom de "Bégin et Pépin Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lazare, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le dix mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**Bégin et Pépin Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of May, 1952, incorporating: Madeleine Vallée Pépin, merchant, wife separate as to property of Léopold Pépin, of St-Lazare, judicial district of Montmagny, Charles Noël Bégin, printer, Raynold Bélanger, advocate, of Lévis, Judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general store business, under the name of "Bégin et Pépin Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Lazare, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Brouillard, Automobile Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mai 1952, constituant en corporation: Paul-Emile Brouillard, Jean-Paul Bernier, garagistes, Doris Robert, avocat, de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des automobiles, réfrigérateurs et de leurs accessoires, sous le nom de "Brouillard Automobile, Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

**Brouillard, Automobile Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1952, incorporating: Paul-Emile Brouillard, Jean-Paul Bernier, garage-keepers, Doris Robert, advocate of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal in automobiles, refrigerators and in their accessories, under the name of "Brouillard Automobile, Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

#### Central Lumber Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept mai 1952, constituant en corporation: Howard John Kirby, entrepreneur, de Montréal, Alphonse Desjardins, industriel, de Ville St-Laurent, Henri Masson Loranger, avocat, de Westmount, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits en bois, métal ou plastique, effets mobiliers, meubles, garnitures et accessoires, sous le nom de "Central Lumber Products Limited", avec un capital de \$15,000, divisé en 900 actions privilégiées de \$10 chacune et 600 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 371 Boulevard Décarie, Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

#### Central Lumber Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of May 1952, incorporating: Howard John Kirby, Contractor, of Montreal, Alphonse Desjardins, Industrialist, of Ville St-Laurent, Henri Masson Loranger, Advocate, of Westmount, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of woods, metal or plastic products, movables, furniture, trimmings and accessories, under the name of "Central Lumber Products Limited", with a capital stock of \$15,000, divided into 900 preferred shares of \$10 each and 600 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at 371 Décarie Boulevard, Ville St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

#### Continental Steel Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1952, constituant en corporation: Ernest Lafontaine, avocat, George Albert Wanless, comptable, Roberte Smith, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises entièrement ou partiellement faites de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et leurs sous-produits, sous le nom de "Continental Steel Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

#### Continental Steel Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of May 1952, incorporating: Ernest Lafontaine, Advocate, George Albert Wanless, Accountant, Roberte Smith, Spinster, Secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by products of same, under the name of "Continental Steel Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

#### Crémérie Drummondville, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze mai 1952, constituant en corporation: Gonzague Grégoire, industriel, Gaston Grégoire, Renaud Grégoire, gérants d'usine, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

#### Crémérie Drummondville, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1952, incorporating: Gonzague Grégoire, industrialist, Gaston Grégoire, Renaud Grégoire, plant managers, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

Faire le commerce du lait et de la crème et de leurs produits ou sous-produits sous le nom de "Crèmerie Drummondville, Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 193 rue Lindsay, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**David W. Armstrong & Son Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de fer et d'acier, machines, machineries et exercer le commerce général d'entrepasage, sous le nom de "David W. Armstrong & Son Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**Dominion Commodity Co., Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1952, constituant en corporation: Jefim Lifszyc, Frank E. Berry, Ilya Kabay, marchands, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour lds objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, textiles, accessoires de maison, quincaillerie, fournitures de maison et vêtements, sous le nom de "Dominion Commodity Co., Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**Eastern Traders Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de mai 1952, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Solomon Weber, avocats, Hattie Herman, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To deal in milk and cream, and in the products and by-products thereof, under the name of "Crèmerie Drummondville, Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 193 Lindsay Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**David W. Armstrong & Son Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of May 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, Advocates, Freda Pomerance, Secretary, Spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes;

To deal in iron and steel products, machines, machinery; carry on the business of general warehousing, under the name of "David W. Armstrong & Son Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Dominion Commodity Co., Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May 1952, incorporating: Jefim Lifszyc, Frank E. Berry, Ilya Kabay, Merchants, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, textiles, household appliances, hardware, household furnishings, wearing apparel, under the name of "Dominion Commodity Co., Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32852-o Deputy Attorney General.

**Eastern Traders Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of May 1952, incorporating: Nathan Levitsky, Solomon Weber, Advocates, Hattie Herman, Stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits en cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, sous le nom de "Eastern Traders Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS,

To manufacture and deal in all kinds of products of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products under the name of "Eastern Traders Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

#### Fly-Master Corporation of Canada

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept mai 1952, constituant en corporation: Antoine Desmarais, gérant, Maurice Trudeau, C.R., avocat, tous deux d'Outremont, François Morel, avocat, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturier et faire le commerce de toutes sortes de dispositifs et produits chimiques servant à la destruction des insectes, sous le nom de "Fly-Master Corporation of Canada", avec un capital de \$110,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

#### Fly-Master Corporation of Canada

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of May 1952, incorporating: Antoine Desmarais, Manager, Maurice Trudeau, Q.C., Advocate, both of Outremont, François Morel, Advocate, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of insects control devices and chemicals, under the name of "Fly-Master Corporation of Canada", with a capital stock of \$110,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

#### Gagnon Frères Meubles (Port-Alfred) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1952, constituant en corporation: Raymond Gagnon, commerçant, Dollard Blackburn, commis, Léon-Georges Gagnon, comptable-agréé, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'ameublements et toutes garnitures de maison et de ferme, accessoires électriques, sous le nom de "Gagnon Frères Meubles (Port-Alfred) Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

#### Gagnon Frères Meubles (Port-Alfred) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1952, incorporating: Raymond Gagnon, trader, Dollard Blackburn, clerk, Léon Georges Gagnon, chartered accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and all household furnishings, farm implements, electric accessories, under the name of "Gagnon Frères Meubles (Port-Alfred) Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

#### Giant Chibougamau Mines Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1952, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat, Conseil en

#### Giant Chibougamau Mines Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of May 1952, incorporating: Henri Crépeau, Advocate, Queen's

Loi de la Reine, Françoise Gagnon, Yvette Picard, toutes deux secrétaires, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Giant Chibougamau Mines Ltd.", avec un capital de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 326, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

Counsel, Françoise Gagnon, Yvette Picard, both Secretaries, Spinsters, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Giant Chibougamau Mines Ltd" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at 132 St. James St. West room 326, in the City and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Glendale Cleaners and Dyers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mai 1952, constituant en corporation: Marcel Canal, industriel, Ghislaine Gagné, Jeanne Salaun, toutes deux secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de teinturier et nettoyeur, sous le nom de "Glendale Cleaners and Dyers Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**Glendale Cleaners and Dyers Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1952, incorporating: Marcel Canal, industrialist, Ghislaine Gagné, Jeanne Salaun, both secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dyer and cleaner, under the name of "Glendale Cleaners and Dyers Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Grayhouse Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai 1952, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, de Westmount, David L. Cahana, de Montréal, avocats, Audrey M. Sutherland, secrétaire, épouse séparée de biens de John M. A. Sutherland, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Grayhouse Realities Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 390 actions privilégiées de \$100 chacune et 10 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**Grayhouse Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of May 1952, incorporating: Sol Sidney Fels, of Westmount, David L. Cahana, of Montreal, Advocates, Audrey M. Sutherland, Secretary, Wife separate as to property of John M. A. Sutherland, of Outremont, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Grayhouse Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 390 preferred shares of \$100 each and 10 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Hamilton Nursing Home Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mai 1952, constituant en corporation:

**Hamilton Nursing Home Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May 1952, incorporating: Lester Eric Hamil

Lester Eric Hamilton, vendeur, Dame Florence Bigelow Hamilton, épouse séparée de biens de Lester Eric Hamilton, ménagère, Roy John Bigelow, entrepreneur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une maison de repos et de convalescence privée, sous le nom de "Hamilton Nursing Home Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Village de Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

#### Harnish Fisheries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1952, constituant en corporation: Lindsay Buck, Forbes Buck, tous deux gérants, Georgette Boudreau, fille majeure, tous de Grindstone, Iles de la Madeleine, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pêcheries, sous le nom de "Harnish Fisheries Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grindstone, Iles de la Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

#### Hudson Planned Homes Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1952 constituant en corporation: Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, Kenneth Simpson Howard, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Hudson planned Homes Limited", avec un capital de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

#### J. E. Hanger of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit avril 1952, constituant en corporation:

ton, Salesman, Dame Florence Bigelow Hamilton. Wife separate as to property of Lester Eric Hamilton, Housewife, Roy John Bigelow, Contractor, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a private nursing and convalescent home, under the name of "Hamilton Nursing Home Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the Village of Cote St. Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

#### Harnish Fisheries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May 1952, incorporating: Lindsay Buck, Forbes Buck, both Managers, Georgette Boudreau, Spinster, all of Grindstone, Magdalen Islands, Judicial District of Gaspé, for the following purposes:

To carry on a fishing business, under the name of "Harnish Fisheries Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Grindstone, Magdalen Islands, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o L. DÉSILETS.

#### Hudson Planned Homes Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of May 1952, incorporating: Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, Cecil Bruce Cooke, Secretary, Kenneth Simpson Howard, Advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general builders and contractors, under the name of "Hudson Planned Homes Limited", with a capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

#### J. E. Hanger of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eight day of April 1952, incorporating: Samuel E.

Samuel E. Schwisberg, conseil en loi de la Reine, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, Sonya Schneyer, fille majeure, secrétaire, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands d'appareils et instruments d'orthopédie, de prosthétique et de chirurgie, sous le nom de "J. E. Hanger of Montreal Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

Schwisberg, Queen's Counsel, Cyril E. Schwisberg, Advocate, of Outremont, Sonya Schneyer, Spinster, Secretary, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, and dealers in orthopaedic, prosthetic and surgical appliances and supplies, under the name of "J. E. Hanger of Montreal Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 8,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of April 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Kennebec Lumber Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt mai 1952, constituant en corporation: Georges-Henri Boulet, de Sillery, Edgr-Ludger Boulet, de Québec, tous deux comptables agréés, Françoise Bouchard, fille majeure, de Charlesbourg, District judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois, de tous les sous-produits du bois et de matériaux de construction, sous le nom de "Kennebec Lumber Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS. 32853

**Kennebec Lumber Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of May, 1952, incorporating: Georges Henri Boulet, of Sillery, Edgar Ludger Boulet, of Quebec, both chartered accountants, Françoise Bouchard, spinster, of Charlesbourg, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business, deal in all by-products of wood, and in building requisites, under the name of "Kennebec Lumber Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares, of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**La Chambre de Commerce des Jeunes de Montmorency**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel DeBlois, Philippe Vaillancourt, comptables, Fernand Houde, Welley Vézina, contra-maitres, Roger Bouchard, Alphonse Daigle, commis de bureau, Ludger Savard, magasinier, Raymond Gingras, assistant-contremaître, Albert Robitaille, commis, Maurice Lavoie, taxi, tous de St-Grégoire, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir dans l'intérêt et pour le bénéfice des jeunes gens du district de Montmorency, sous le nom de "La Chambre de Commerce des Jeunes de Montmorency".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montmorency, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS. 32853

**La Chambre de Commerce des Jeunes de Montmorency**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel DeBlois, Philippe Vaillancourt, accountants, Fernand Houde, Welley Vézina, foremen, Roger Bouchard, Alphonse Daigle, office clerks, Ludger Savard, storeman, Raymond Gingras, assistant foreman, Albert Robitaille, clerk, Maurice Lavoie taxi driver, all of St-Grégoire, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act in the interest and for the benefit of the young people of the district of Montmorency, under the name of "La Chambre de Commerce des Jeunes de Montmorency".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the company will be at Montmorency, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**La Cie d'Excavations Bonneau Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize mai 1952, constituant en corporation: William Grant, avocat, de Montréal, Kathleen Mackenzie, Jeannette Bissonnette, secrétaires, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer toutes les opérations relatives aux excavations, creusage et dragage, sous le nom de "La Cie d'Excavations Bonneau Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mackayville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**La Compagnie Thuot & Goyette Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf mai 1952, constituant en corporation: Emma Goyette, veuve d'Alphonse Nadeau, Laura Thuot, veuve d'Ernest Thuot, Alice Thuot, toutes trois ménagères, Lucien Thuot, gérant, Roland Thuot, nettoyeur, tous d'Iberville, Henri Thuot, Guy Thuot, journaliers, Z. Oscar Thuot, gérant, tous trois de St-Jean, district judiciaire d'Iberville, Jean-Charles Thuot, journalier, de Farnham, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

La capture et la vente des poissons et toutes opérations commerciales s'y rattachant, sous le nom de "La Compagnie Thuot & Goyette Limitée", avec un capital de \$7,000, divisé en 70 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**La Corporation de L'Hôpital St-Alexandre des Escoumins**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: L'abbé Edilbert Levesque, prêtre, curé, Charles-Walter Bélanger, marchand, J.-R. Pelchat, marchand, Léon Tremblay, mesureur, Rolland Boulianne, gérant de banque, Antoine Gagnon, médecin, tous de Les Escoumins, L'abbé V. Giroux, prêtre, curé, de Sault-au-Mouton, Jean-Charles Gagnon, aviculteur, de Bergeronnes, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Établir et administrer un hôpital, sous le nom de "La Corporation de l'Hôpital St-Alexandre des Escoumins."

**La Cie d'Excavations Bonneau Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of May, 1952, incorporating: William Grant, advocate, of Montreal, Kathleen Mackenzie, Jeannette Bissonnette, secretaries, of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in all operations connected with excavations, digging and dredging, under the name of "La Cie d'Excavations Bonneau Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mackayville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**La Compagnie Thuot & Goyette Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of May, 1952, incorporating: Emma Goyette, widow of Alphonse Nadeau, Laura Thuot, widow of Ernest Thuot, Alice Thuot, all three housewives, Lucien Thuot, manager, Roland Thuot, cleaner, all of Iberville, Henri Thuot, Guy Thuot, laborers, Z. Oscar Thuot, manager, all three of St-John's judicial, district of Iberville, Jean-Charles Thuot, laborer, of Farnham, judicial district of Bedford, for the following purposes:

The catching and sale of fish and all commercial operations pertaining thereto, under the name of "La Compagnie Thuot & Goyette Limitée", with a capital stock of \$7,000, divided into 70 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**La Corporation de L'Hôpital St-Alexandre des Escoumins**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: l'abbé Edilbert Levesque, parish priest, Charles-Walter Bélanger, merchant, J.-R. Pelchat, merchant, Léon Tremblay, scaler, Rolland Boulianne, bank manager, Antoine Gagnon, physician, all of Les Escoumins, l'abbé V. Giroux, parish priest of Sault-au-Mouton, Jean-Charles Gagnon, poultryman, of Bergeronnes, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To establish and manage a hospital under the name of "La Corporation de l'Hôpital St-Alexandre des Escoumins."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Le siège social de la compagnie sera à Les Escoumins, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**La Ligue des Propriétaires de la  
Pointe-aux-Trembles  
Property Owner's League of the  
Pointe-aux-Trembles**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Romuald Tassé, gérant des ventes, Frank Skelton, surveillant de sécurité, (Safety Supervisor), Assiste Dubreuil, vérificateur, Yvan Loyer, commis, Olaus Latendresse, marchand, Joseph Adélar Lapointe, comptable tous de Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Défendre les intérêts des propriétaires auprès des autorités municipales, scolaires, provinciales ou fédérales, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de la Pointe-aux-Trembles" "Property Owner's League of the Pointe-aux-Trembles".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**Le Club des Lions de Québec, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huit mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Romulus Drolet, C.L.U., assureur-vie, Ernest Maheux, comptable, Aimé Déry, industriel, Percy Auger, comptable agréé, Jean Bérubé, avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants: Former un corps d'hommes représentant les intérêts commerciaux et professionnels de la ville de Québec et Sillery, sous le nom de "Le Club des Lions de Québec, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars.

Le siège social de la Corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le huit mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the company will be at Les Escoumins, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**La Ligue des Propriétaires de la  
Pointe-aux-Trembles  
Property Owner's League of the  
Pointe-aux-Trembles**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Romuald Tassé, sales manager, Frank Skelton, safety supervisor, Aristide Dubreuil, auditor, Yvan Loyer, clerk, Olaus Latendresse, merchant, Joseph Adélar Lapointe, accountant, all of Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To defend the interests of property owners before the municipal, school, provincial or federal authorities, under the name of "La Ligue des Propriétaires de la Pointe-aux-Trembles"—"Property Owner's League of the Pointe-aux-Trembles".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Le Club des Lions de Québec, Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Romulus Drolet, C.L.U., life insurance agent, Ernest Maheux, accountant, Aimé Déry, industrialist, Percy Auger, chartered accountant, Jean Bérubé, advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To organize a body of men representing the commercial and professional interests of the City of Quebec and Sillery, under the name of "Le Club des Lions de Québec, Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is ten thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Les Immeubles Bernier Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze mai 1952, constituant en corporation: Gérard Bernier, négociant, de Jonquière, Raymond-M. Pelletier, commis-voyageur, Pauline Lagueux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond-M. Pelletier, et dûment autorisée par ce dernier, de Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de biens immobiliers et les opérations générales d'agents d'immeubles et d'entrepreneurs, constructeurs, sous le nom de "Les Immeubles Bernier Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 278 rue St-Pierre, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-0 L. DÉSILETS.

**Les Immeubles Bernier Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1952, incorporating: Gérard Bernier, merchant of Jonquière, Raymond M. Pelletier, travelling salesman, Pauline Lagueux, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said Raymond M. Pelletier, and duly authorized by the latter, of Kenogami, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal generally in real estate and carry on the general transactions of real estate agents and contractors, builders, under the name of "Les Immeubles Bernier Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 278 St-Peter Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1952.

32853 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Mansions Garage (Sales and Service) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix mai 1952, constituant en corporation: Armand Michaud, commerçant, Jeanne d'Arc Michaud, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Michaud, tous deux de Montréal, Yves Thuot, commerçant, de Ste-Rose, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules moteurs et agir comme garagiste, sous le nom de "Mansions Garage (Sales and Service) Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-0 L. DÉSILETS.

**Mansions Garage (Sales and Service) Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of May, 1952, incorporating: Armand Michaud, dealer, Jeanne d'Arc Michaud, housewife separate as to property by marriage contract, of the said Armand Michaud, both of Montreal, Yves Thuot, dealer, of Ste-Rose, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and act as garage-keeper, under the name of "Mansions Garage (Sales and Service) Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1952.

32853 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Material Industries, Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mai 1952, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, conseil en loi de la Reine, Cyril E. Schwisberg, avocat, tous deux d'Outremont, Sonya Schneyer, fille majeure, secrétaire, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme chimistes consultants et celui qui consiste à manufacturer, acheter et vendre toutes sortes et genres de produits chimiques et ses composés, sous le nom de "Material Industries, Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

**Material Industries, Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May 1952, incorporating: Samuel E. Schwisberg, Queen's Counsel, Cyril E. Schwisberg, Advocate, both of Outremont, Sonya Schneyer, Spinster, Secretary, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of consulting chemists and the manufacturing, buying and selling of all manners and types of chemicals and compounds thereof, under the name of "Material Industries, Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**Montmartre Canadien**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Révérends Pères André Godbout, supérieur, Maurice Gagnon, sous-prieur, Jean-Marie Rioux, économe, Alexandre Beaudet, Daniel Bergeron, Xavier Vandermeerschen, professeurs, tous Augustin de L'Assomption, de Sillery, district judiciaire de Québec pour les objets suivants:

Propager la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus par tous les moyens, sous le nom de "Montmartre Canadien."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à 1679 Chemin Saint-Louis, Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix mai 1952.

L'Assistant-procureur général.  
32853-o L. DÉSILETS.

**Montreal Appliance Service Corporation Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf mai 1952, constituant en corporation: Georges-Emile Roy, industriel, Emile Brière, marchand, Guy Racicot, voyageur de commerce, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'effets mobiliers, électriques ou frigorifiques, sous le nom de "Montreal Appliance Service Corporation Ltd", avec un capital de \$50,000, divisé en 2,000 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 762 Beaubien Est, Chambre 2, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1952.

L'Assistant-procureur général.  
32853-o L. DÉSILETS.

**Northfield Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treizième jour de mai 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, en les cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Montmartre Canadien**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of May, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: The Reverend Fathers André Godbout, superior, Maurice Gagnon, sub-prior, Jean Marie Rioux, econome, Alexandre Beaudet, Daniel Bergeron, Xavier Vandermeerschen, professors, all members of "Augustin de L'Assomption", of Sillery, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To spread devotion to the Sacred Heart of Jesus by every means, under the name of "Montmartre Canadien".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at 1679 Saint Louis Road, Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Montreal Appliance Service Corporation Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of May, 1952, incorporating: Georges Emile Roy, industrialist, Emile Brière, merchant, Guy Racicot, commercial traveller, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in movable effects, whether electric or refrigerating, under the name of "Montreal Appliance Service Corporation Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 2,000 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 762 Beaubien East, Room 2, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Northfield Holdings Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of May 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, Advocates, Freda Pomerance, Secretary, fille majeure, in the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Agir comme une corporation de portefeuille de placements, sous le nom de "Northfield Holdings Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Northfield Holdings Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Northland Cleats & Lumber Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze mai 1952, constituant en corporation: Marcel Labelle, entrepreneur, de Val d'Or, Maurice Labelle, marchand, de Vassan, tous deux du district judiciaire d'Abitibi, Albert Belzil, marchand de bois, de Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois, de ses produits et sous-produits, sous le nom de "Northland Cleats & Lumber Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le douze mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**Northland Cleats & Lumber Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of May, 1952, incorporating: Marcel Labelle, contractor, of Val d'Or, Maurice Labelle, merchant, of Vassan, both of the judicial district of Abitibi, Albert Belzil, lumber merchant, of Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To carry on the lumber business, deal in wood-products and by-products, under the name of "Northland Cleats & Lumber Co. Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Olivier Auto Val d'Or Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze mai 1952, constituant en corporation: Wilfrid Olivier, garagiste, Florian Vachon, comptable, de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, Paul Caouette, gérant de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux, exploiter des garages, sous le nom de "Olivier Auto Val d'Or Ltée", avec un capital de \$75,000, divisé en 7,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le douze mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**Olivier Auto Val d'Or Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of May, 1952, incorporating: Wilfrid Olivier, garage-keeper, Florian Vachon, accountant, of Val d'Or, judicial district of Abitibi, Paul Caouette, manager, of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To act as general contractors, operate garages, under the name of "Olivier Auto Val d'Or Ltée", with a capital stock of \$75,000, divided into 7,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Opemisca Explorers Limited  
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1952, constituant en corporation: John Austin Murphy, C.R., avocat, Robert H. Waddell, comptable, Lottie Pachal, Eleanor Hart, Mildred Murphy, dactylos, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

**Opemisca Explorers Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May 1952, incorporating: John Austin Murphy, Q.C., Barrister, Robert H. Waddell, Accountant, Lottie Pachal, Eleanor Hart, Mildred Murphy, Typists, Spinners, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Opemisca Explorers Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000, divisé en 4,000,00 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**P. A. Dauncey Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1952, constituant en corporation: Harry Edward Grundy, Conseil en Loi de la Reine, Charles Alexander White, tous deux avocats, Roger Roy, comptable agréé, de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Manufacturer l'acier, le fer et autre métaux, sous le nom de "P.A. Dauncey Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**Paul Desormeau Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois mai 1952, constituant en corporation: Paul Désormeau, entrepreneur général, Aline Ouellette, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Désormeau, Rodrigue Beauchamp, contremaître, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de construction, sous le nom de "Paul Désormeau Limitée", avec un capital de \$49,000, divisé en 49,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**P. Hamelin Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mai 1952, constituant en corporation: Philias Hamelin, Oscar Hamelin, maîtres plâtriers et contracteurs généraux, Emile Hamelin,

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Opemisca Explorers Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the Company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**P. A. Dauncey Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of May 1952, incorporating: Harry Edward Grundy, Queen's Counsel, Charles Alexander White, both Advocates, Roger Roy, Chartered Accountant, of Sherbrooke, Judicial District of St. Francis, for the following purposes:

To manufacture steel, iron and other metals, under the name of "P.A. Dauncey Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Paul Desormeau Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1951, bearing date the third day of May, 1952, incorporating: Paul Désormeau, general contractor, Aline Ouellette, wife separate as to property by marriage contract, of said Paul Désormeau, Rodrigue Beauchamp, foreman, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction company, under the name of "Paul Désormeau, Limitée", with a capital stock of \$49,000, divided into 49,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**P. Hamelin Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1952, incorporating: Philias Hamelin, Oscar Hamelin, master-plasterers and general contractors, Emile Hamelin, master-plasterer,

maitre plâtrier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de contracteurs et constructeurs, sous le nom de "P. Hamelin Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**Powers School (Canada) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit mai 1952, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, Cecil Bruce Cooke, John Lawrence McCrory, sténographes, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une ou des écoles pour l'entraînement général des étudiants, sous le nom de "Powers School (Canada) Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**Promotion & Placements Cie Ltée  
Promotion & Investments Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1952, constituant en corporation: Roger Desmarais, gérant, Charles-Edouard Bertrand, avocat, tous deux de Montréal, Guy Girard, notaire d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de promotion et de placements, sous le nom de "Promotion & Placements Cie Ltée"—"Promotion & Investments Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**Quebec Northwest Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze mai 1952, constituant en corporation: J.-Ernest Veilleux, marchand, Gertrude Bédard,

all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of contractors and builders under the name of "P. Hamelin Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Powers School (Canada) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of May 1952, incorporating: Ernest William Mockridge, Manager, Alexander Gordon Yeoman, Law Clerk, Cecil Bruce Cooke, John Lawrence McCrory, Stenographers, Charles Eric Humphrey, Bookkeeper, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish and operate a school or schools for the general training of students, under the name of "Powers School (Canada) Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Promotion & Placements Cie Ltée  
Promotion & Investments Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of May, 1952, incorporating: Roger Desmarais, manager, Charles-Edouard Bertrand, advocate, both of Montreal, Guy Girard, notary, of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a promotion and investment company under the name of "Promotion & Investments Cie Ltée"—"Promotion & Investments Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Quebec Northwest Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of May, 1952, incorporating: J.-Ernest Veilleux, merchant, Gertrude Bédard, wife separate as to

épouse contractuellement séparée de biens de J.-Ernest Veilleux, et de ce dernier dûment autorisée, J.-Gérard Aubé, gérant, tous de La Sarre, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des produits forestiers et les produits agricoles, sous le nom de "Quebec Northwest Products Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1952.

L'Assistant-procureur général.

32853-o

L. DÉSILETS.

**Rock Corporation Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mai 1952, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, de Westmount, Edward G. Gauthier, comptable, de Ville St-Laurent, Stanley Stanger, de la Ville de Hampstead, Ralph C. Tees, de Westmount, George L. Hale, de Verdun, tous trois officiers d'une compagnie de fiduciaire, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les opérations de perceurs et prospecteurs de mines, sous le nom de "Rock Corporation Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1836 ouest, rue Sherbrooke, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1952.

L'Assistant-procureur général.

32853

L. DÉSILETS.

**Sterling Paper Mills Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze mai 1952, constituant en corporation: Sidney Moldofsky, Harry Miller, tous deux gérants, Maxwell Berlin, agent, en les cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et négocier du papier et de la pulpe et leurs sous-produits et composés, sous le nom de "Sterling Paper Mills Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins que \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1952.

L'Assistant-procureur général.

32853

L. DÉSILETS.

**The American Advertising Agency Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

property by marriage contract, of J.-Ernest Veilleux, and duly authorized by the latter, J. Gérard Aubé, manager, all of La Sarre, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To manufacture and deal in forest products and in farm products, under the name of "Quebec Northwest Products Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,

32853

Deputy Attorney General.

**Rock Corporation Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May 1952, incorporating: Seymour Elkin, Notary, of Westmount, Edward G. Gauthier, Accountant, of the Town of St. Laurent, Stanley Stanger, of the Town of Hampstead, Ralph C. Tees, of Westmount, George L. Hale, of Verdun, all three Trust Company Officers, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of drillers and mine locators, under the name of "Rock Corporation Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at 1836 Sherbrooke St. West, in the City and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May 1952.

L. DÉSILETS,

32853-o

Deputy Attorney General.

**Sterling Paper Mills Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of May 1952, incorporating: Sidney Moldofsky, Harry Miller, both Managers, Maxwell Berlin, Agent, in the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, and dealing in paper, pulp and by-products and compounds thereof, under the name of "Sterling Paper Mills Inc."

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be not less than \$500.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May 1952.

L. DÉSILETS,

32853-o

Deputy Attorney General.

**The American Advertising Agency Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes en date du huit mai 1952, constituant en corporation: Edgar Reginald Parkins, avocat et conseil en loi de la Reine, Cecil James Gagnier, secrétaire, tous deux de Montréal, Roslyn Maxwell Halladay DuBoyce, avocat, de Dixie, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'annonces et de publicité, sous le nom de "The American Advertising Agency Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**The Production of Mount St-Hilaire Ltd.  
La Production de Mont St-Hilaire Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1952, constituant en corporation: Ned Jaakobs, réalisateur de la cité de New York, U.S.A., Henri Brodeur, secrétaire, de St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe, Clemence Perron, veuve de feu Frank Warnicker, Mary Segal, toutes deux secrétaires, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Produire, organiser, diriger des productions théâtrales, sous le nom de "The Production of Mount St-Hilaire Ltd.", "La Production de Mont St-Hilaire Ltée", avec un capital de \$300,000, divisé en 3,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**Verdun Rugby Football Club**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix mai 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Gordon Charles Robinson, gérant général, Walter Sydney Smail, vendeur, Archibald Roy Chesley, instituteur, Malcolm Mark Parsons, teneur de livres, Morton Bloch, marchand, William Gibson Liddell, commis, Herbert Auld Holland, représentant de ventes et Jack Ralph Bogante, avocat et conseil en loi de la Reine, de Montréal, Cecil Herbert Tilley, gérant de bureau, Angus McKechnie MacFarlane, instituteur de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir et administrer un club athlétique pour l'encouragement et l'avancement des sports et de l'athlétisme en général, sous le nom de "Verdun Rugby Football Club".

Le montant auquel est limité le revenu des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$35,000.

Province of Quebec, bearing date the eighth day of May 1952, incorporating: Edgar Reginald Parkins, Advocate and Queen's Counsel, Cecil James Gagnier, Secretary, both of Montreal, Roslyn Maxwell Halladay DuBoyce, Advocate, of Dixie, all of Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general advertising and publicity business, under the name of "The American Advertising Agency Limited".

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$5,000.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**The Production of Mount St-Hilaire Ltd.  
La Production de Mont St-Hilaire Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of May 1952, incorporating: Ned Jaakobs, Producer, of New-York City, U.S.A., Henri Brodeur, Secretary, of St. Hilaire, Judicial District of St. Hyacinthe, Clemence Perron, Widow of the late Frank Warnicker, Mary Segal, both Secretaries, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To produce, organize, manage, theatrical productions, under the name of "The Production of Mount St. Hilaire Ltd.", "La Production de Mont St-Hilaire Ltée", with a capital stock of \$300,000, divided into 3,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853-o Deputy Attorney General.

**Verdun Rugby Football Club**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of May 1952, incorporating without share capital: Gordon Charles Robinson, General Manager, Walter Sydney Smail, Salesman, Archibald Roy Chesley, Teacher, Malcolm Mark Parsons, Bookkeeper, Morton Bloch, Merchant, William Gibson Liddell, Clerk, Herbert Auld Holland, Sales Representatives and Jack Ralph Bogante, Advocate and Queen's Counsel, of Montreal, Cecil Herbert Tilley, Office Manager, Angus McKechnie MacFarlane, Teacher, of Verdun, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To organize, promote and manage an athletic club for the encouragement and promotion of sports and athletics generally, under the name of "Verdun Rugby Football Club".

The amount to which the revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited to \$35,000.

Le siège social de la corporation sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853 L. DÉSILETS.

**Victoria Ready Mix Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf mai 1952, constituant en corporation: Zacharie Roy, industriel, Dame Alice Dugré Roy, ménagère, épouse commune en biens du dit Zacharie Roy, dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Ludger Désilets, mécanicien, tous de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Préparer, transformer, mélanger la pierre, le gravier, le sable, le ciment et autres ingrédients, sous le nom de "Victoria Ready Mix Inc.", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-0 L. DÉSILETS.

The head office of the Corporation will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Victoria Ready Mix Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of May, 1952, incorporating: Zacharie Roy, industrialist, Dame Alice Dugré Roy, housewife, wife common as to property of said Zacharie Roy, duly authorized by the latter for the purposes hereof, Ludger Désilets, mechanic, all of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To prepare, transform, mix stone, gravel, sand, cement and other ingredients, under the name of "Victoria Ready Mix Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

**Athanase Simard Automobile Ltée**

**Athanase Simard Automobile Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 21 mai 1952, changeant le nom de la compagnie "Les Réparations Simard Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 octobre 1951, en celui de "Athanase Simard Automobile Ltée".

Daté du bureau du Procureur général le 21 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-0 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Les Réparations Simard Ltée", incorporated by letters patent under date of October 22, 1951, to that of "Athanase Simard Automobile Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Canadian Ribbon Tape Co. Ltd.**

**Canadian Ribbon Tape Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 mai 1952, à la compagnie "Canadian Ribbon Tape Co. Ltd."; augmentant son capital-actions de \$30,000 divisé en actions de \$10.

Daté du bureau du Procureur général le 15 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-0 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Canadian Ribbon Tape Co. Ltd.", increasing its capital stock by \$30,000, divided into shares of \$10.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Cie de Tabac Terrebonne Limitée**

**Cie de Tabac Terrebonne Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the

Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 mai 1952, changeant le nom de la compagnie "La Compagnie de Tabac Terrebonne Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 septembre 1946, en celui de "Cie de Tabac Terrebonne Limitée", et lui accordant des pouvoirs additionnels.

Daté du bureau du Procureur général le 15 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**Club de Golf de Lorette Inc.  
Lorette Golf Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 mai 1952, à la compagnie "Club de Golf de Lorette Inc.", "Lorette Golf Club Inc.", augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$70,000; le capital additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de \$10.

Daté du bureau du Procureur général le 20 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**G. H. Montmigny Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 mai 1952, à la compagnie "G.-H. Montmigny Inc."

a) accordant les pouvoirs additionnels énumérés dans le règlement numéro 3 adopté le 24 avril 1952;

b) changeant son bureau principal de Sillery à Québec.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

**La Peinture Zenith Incorporée  
Zenith Paint Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 mai 1952, à la compagnie "La Peinture Zenith Incorporée" "Zenith Paint Incorporated": augmentant son capital-actions de \$10,000 à \$100,000; ce capital additionnel étant divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune, 25,000 actions classe "B" de \$1 chacune et de 500 actions privilégiées classe "A" de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 26 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-o L. DÉSILETS.

Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, changing the name of the company "La Compagnie de Tabac Terrebonne Limitée", incorporated by letters patent bearing date the twelfth day of September, 1946, into that of "Cie de Tabac Terrebonne Limitée", and granting it additional powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Club de Golf de Lorette Inc.  
Lorette Golf Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twentieth day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Club de Golf de Lorette Inc.", "Lorette Golf Club Inc.", increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000; the additional capital stock being divided into 5,000 preferred shares of \$10.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**G. H. Montmigny Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "G.-H. Montmigny Inc."

a) granting the additional powers enumerated in By-law number 2 adopted on April 24, 1952;

b) changing its head office from Sillery to Québec.

Dated at the office of the Attorney General, May 17, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**La Peinture Zenith Incorporée  
Zenith Paint Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Peinture Zenith Incorporée" "Zenith Paint Incorporated": increasing its capital stock from \$10,000 to \$100,000; this additional capital being divided into 1,500 common shares of \$10 each, 25,000 Class "B" shares of \$1 each and 500 Class "A" preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, May 26, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Quebec Land Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 mai 1952, à la compagnie "Quebec Land Company" ratifiant le règlement N° 19 de la compagnie portant son capital-actions de \$30,000 à \$200,000 par la création de 34,000 nouvelles actions privilégiées de \$5 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués au règlement.

Daté du bureau du Procureur général le 2 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-0 L. DÉSILETS.

**Quebec Land Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Quebec Land Company", ratifying the by-law No. 19, of the Company, increasing its capital stock from \$30,000 to \$200,000 by the creation of 34,000 new preferred shares of \$5 each, subject to the rights and restrictions indicated in the by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Record Player Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 mai 1952, changeant le nom de la compagnie "Record Player Mfg. Corp.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 mars 1952, en celui de "Record Player Corporation".

Daté du bureau du Procureur général le 21 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-0 L. DÉSILETS.

**Record Player Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-first day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Record Player Mfg. Corp.", incorporated by letters patent under date of March 17, 1952, into that of "Record Player Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Savard, Hodgson & Co. Inc.  
Savard, Hodgson & Cie, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 mai 1952, à la compagnie "Savard, Hodgson & Co. Inc."—"Savard, Hodgson & Cie, Inc."; augmentant son capital-actions, le capital additionnel étant divisé en 750 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général le 19 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-0 L. DÉSILETS.

**Savard, Hodgson & Co. Inc.  
Savard, Hodgson & Cie, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Savard, Hodgson & Co., Inc."—"Savard, Hodgson & Cie, Inc." increasing its capital stock, the additional capital stock to be divided into 750 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Savon Majestic Soap Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 mai 1952, à la compagnie "Savon Majestic Soap Limitée"; augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$50,000; le capital additionnel étant divisé en 30,000 actions de \$1.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,  
32853-0 L. DÉSILETS.

**Savon Majestic Soap Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventeenth day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Savon Majestic Soap Limitée", increasing its capital stock from \$20,000 to \$50,000; the additional capital stock being divided into 30,000 shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1952.

L. DÉSILETS,  
32853 Deputy Attorney General.

**Standard Barrels and Drums Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Mo-

**Standard Barrels and Drums Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of

risset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 mai 1952, à la compagnie "Standard Barrels and Drums Inc."; a) augmentant son capital-actions de \$99,000 à \$200,000; le capital additionnel étant divisé en 10 actions communes de \$100 et en 10,000 actions privilégiées de \$10; b) augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre (3 à 4).

Daté du bureau du Procureur général le 9 mai 1952.

L'Assistant-procureur général.  
32853-o L. DÉSILETS.

**Syndicat Laurentien Incorporé**  
**Laurentian Syndicate Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 mai 1952, à la compagnie "Syndicat Laurentien Incorporé", 1° changeant son nom en celui de "Syndicat Laurentien Incorporée" — Laurentian Syndicate Incorporated"; 2° modifiant les dispositions des lettres patentes de la manière énoncée dans le règlement; 3° augmentant le capital-actions de la compagnie, le capital additionnel étant divisé en 2,900 actions privilégiées additionnelles de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 14 mai 1952.

L'Assistant-procureur général.  
32853-o L. DÉSILETS.

the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Standard Barrels and Drums Inc."; a) increasing its capital stock from \$99,000 to \$200,000; the additional capital being divided into 10 common shares of \$100, and into 10,000 preferred shares of \$10; b) increasing the number of directors of the company from three to four (3 to 4).

Dated at the office of the Attorney General, May, 9, 1952.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Syndicat Laurentien Incorporé**  
**Laurentian Syndicate Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Syndicat Laurentien Incorporé": 1. Changing its name into that of "Syndicat Laurentien Incorporée" — Laurentian Syndicate Incorporated"; 2. modifying the provisions of the letters patent in the manner set forth in the by-law; 3. increasing the capital stock of the company, the additional capital being divided into 2,900 additional preferred shares of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, May 14, 1952.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Avis divers**

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 2 juin 1952, la fin de l'existence corporative de "L'Association des Instituteurs Catholiques de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 163, telles qu'ajoutées par la Loi II George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
32853-o JEAN BRUCHÉSI.

**ARCHAMBAULT AUTOMOBILE LIMITÉE**

**Règlement N° XXI**

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires est, par les présentes, autorisée au prorata du nombre d'actions détenues par chacun.

Vrai sommaire certifié du règlement "XXI" de la compagnie "Archambault Automobile, Ltée".

Drummondville, P.Q., le 17 juin, 1952.  
Le Secrétaire-trésorier,  
32854-o M. SIGOUIN.

**Miscellaneous Notices**

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary enacted, under date of June 2, 1952, the termination of the corporate existence of "L'Association des Instituteurs Catholiques de Montréal", and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates-Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act II George VI chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of June, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,  
32853 Under Secretary of the Province.

**ARCHAMBAULT AUTOMOBILE LIMITÉE**

**By-law "XXI"**

The distribution of the assets of the Company amongst the shareholders ratably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of By-law "XXI" of "Archambault Automobile Ltée".

Drummondville, P.Q., June 17th, 1952.  
M. SIGOUIN,  
32854-o Secretary-treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Cité Rurale de St-Bruno", en date du 16 mai 1952, dont le siège social est situé à Saint-Bruno, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 13 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la province,  
32856-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Égoût de Notre Dame de Lorette", en date du 6 juin 1952, dont le siège social est situé à Village Notre-Dame de Lorette, comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 12 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la province,  
32857-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 3 juin 1952, les amendements aux articles 8 et 9 des règlements de "Temiskaming Community Association Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale annuelle tenue le 30 avril 1951, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Le Sous-secrétaire de la Province,  
32859 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le 17 juin 1952, le changement de nom de "La Fédération de l'U.C.C. de Québec-Est" en celui de "La Fédération de l'U.C.C. de Ste-Anne de la Pocatière", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
32872-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Cercle des Cuniculteurs du district de Sherbrooke", en date du 27 mai 1952, dont le siège social est située à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
32873-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Cité Rurale de St-Bruno", under date May 16, 1952, whereof the head office is at Saint-Bruno, county of Lake St-John, and the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 13, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Égoût de Notre Dame de Lorette", under date June 6, 1952, whereof the head office is in the village of Notre-Dame de Lorette, County of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 12, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved on June 3rd, 1952, the amendments to sections 8 and 9 of the By-laws of "Temiskaming Community Association Inc.", as adopted at the annual general meeting held on April 30th, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, the 4th day of June, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under-Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of June 17, 1952, authorized the change of name of "La Fédération de l'U.C.C. de Québec-Est", to that of "La Fédération de l'U.C.C. de Ste-Anne de la Pocatière", pursuant to section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Dated at the office of the Provincial Secretary, June 17, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Cercle des Cuniculteurs du district de Sherbrooke", under date May 27, 1952, whereof the head office is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 12, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 18 juin 1952, les règlements de "Drummond Swimmers' Parents Association", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. chapitre 726).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18e jour de juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
32871 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved on June 18th, 1952, the By-laws of "Drummond Swimmers' Parents Association", pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary the 18th day of June, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,  
32871-0 Under-Secretary of the Province.

La compagnie Sherbrooke Street Realty Corporation donne, par les présentes, avis du décret du règlement spécial N° "F" autorisant la compagnie à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et procéder subséquemment à la dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, conformément à l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 23 juin 1952.

Le Secrétaire,  
32858 HUGH GRIFFITH.

"Sherbrooke Street Realty Corporation" hereby gives notice of the enactment of Special By-Law No. "F" authorizing the Company to dispose of its property, distribute its assets ratably amongst its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, June 23rd, 1952.

HUGH GRIFFITH,  
32858-0 Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Croydon Social & Municipal Association Credit Union", en date du 22 mai 1952, dont le siège social est situé à Croydon, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 mai 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
32974-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Croydon Social & Municipal Association Credit Union", under date the 22nd day of May, 1952, whereof the head office is at Croydon, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 28, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,  
32874 Under Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

Charter — Surrender of

ARCHAMBAULT AUTOMOBILE LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Archambault Automobile Limitée", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Drummondville, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Drummondville, le 14 juin 1952.

La Présidente,  
32855-0 Mme J. P. ARCHAMBAULT.

Notice is hereby given that the "Archambault Automobile Ltée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office and principal place of business in the city of Drummondville, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Drummondville, this 14th day of June, 1952.

Mme J. P. ARCHAMBAULT,  
32855-0 President.

MONTMORENCY PATENT HOLDINGS LIMITED

MONTMORENCY PATENT HOLDINGS LIMITED

La compagnie "Montmorency Patent Holdings" Limited donne, par les présentes, avis public que, conformément à la Loi des compagnies de Québec, elle demandera la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 20 juin 1952.

Le Secrétaire,  
32860 LETITIA DUPERRE.

"Montmorency Patent Holdings Limited" hereby gives public notice that, in conformity with the Quebec Companies' Act, it will apply for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this 20th June 1952.

LETITIA DUPERRE,  
32860-0 Secretary.

AVIS

NOTICE

LES MAGASINS FARMER LTÉE

LES MAGASINS FARMER LTÉE

Avis est donné conformément à la Loi des compagnies de Québec que la compagnie "Les Maga-

Notice is hereby given, according to the Quebec Companies' Act, that the company "Les Maga-

sins Farmer Ltée", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1 mai 1952.

Le Secrétaire-trésorier,  
MARGUERITE COTÉ FARMER.

32870-o

sins Farmer Ltée", will make an application for leave to surrender its charter.

Montreal, P. Q., May 1st, 1952.

MARGUERITE COTÉ FARMER,  
Secretary-Treasurer.

32870-o

### Compagnies dissoutes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Constructions de la Vallée Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 août 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

32853-o

### Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Constructions de la Vallée Ltée", incorporated by letters patent dated August 23, 1947.

Notice is also given that from and after June 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, June 17, 1952.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

32853

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mirador Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 février 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juin 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

32853-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mirador Incorporée", incorporated by letters patent dated February 28, 1949.

Notice is also given that from and after June 15, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, June 17, 1952.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

32853

### Département de l'Instruction publique

### Department of Education

N° 576-52

Québec, le 17 juin 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Vaudreuil, dans le comté du même nom, les lots 1899 à 1925 inclusivement du cadastre officiel de Vaudreuil et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de Hudson, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
Par B. O. FILTEAU.

32820-25-2-o

No. 576-52

Quebec, June 17, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Vaudreuil, in the county of the same name, lots 1899 to 1925 inclusively, of the official cadastre for Vaudreuil and to annex them to the Catholic school municipality of Hudson, in the same county.

Per B. O. FILTEAU,  
For the Superintendent of Education.

32820-25-2

N° 395-51

Québec, le 20 juin 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 11 juin 1952, de détacher de la municipalité scolaire de Farnham Ouest Paroisse, dans le comté de Missisquoi, les lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham portant les numéros 419, 421, 422 et 426, et de les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Brigide, dans le comté d'Iberville.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
O. J. DESAULNIERS.

32868-o

N° 395-51

Quebec, June 20, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated June 11, 1952, to detach from the school municipality of Farnham West parish, in the county of Missisquoi, the lots of the official cadastre for the parish of Saint-Romuald-de-Farnham bearing numbers 419, 421, 422 and 426, and to annex them to the school municipality of Ste-Brigide, in the county of Iberville.

The said order in council to become effective on the first of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,  
Superintendent of Education.

32868

No. 275-52

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Dupuy, dans le comté d'Abitibi-ouest, les lots du canton de Desmeloize, portant les numéros 54 à 58 inclusivement des rangs II et III (2 et 3) et les lots 46 et 47 des rangs IV et V (4 et 5), et de les annexer à la municipalité scolaire de Clermont, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.  
32867-26-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 427-52

Québec, le 21 juin 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 11 juin 1952, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Damase, dans le comté de Matapédia, les lots suivants, tous inclusivement du canton de McNider, savoir:

"5 à 12 du rang IX (9); 9 à 12 du rang X (10); 10 à 34 du rang XI (11) et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Noël, même comté."

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
32868-o O. J. DESAULNIERS.

No. 275-52

Québec, June 20, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Dupuy, in the county of Abitibi-West, the lots of the township of Desmeloize, bearing numbers 54 et 58 inclusively of ranges II and III (2 and 3) and lots 46 and 47 of ranges IV and V (4 and 5) and to annex them to the school municipality of Clermont, same county.

O. J. DESAULNIERS,  
32867-26-2 Superintendent of Education.

No. 427-52

Québec, June 21, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated June 11, 1952, to detach from the school municipality of Saint-Damase, in the county of Matapédia, the following lots, all inclusively of the Township McNider, to wit:

"5 to 12 range IX (9); 9 to 12 of range X (10); 10 to 34 of range XI (11) and to annex them to the school municipality of the village of Saint-Noël, same county."

The said order in council to become effective on the first of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,  
32868 Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts

## Department of Lands and Forests

## AVIS

## NOTICE

Cadastre officiel du village d'Aylmer (ville d'Aylmer), division d'enregistrement de Gatineau.

Official Cadastre of the village of Aylmer (town of Aylmer), registration division of Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots 781-3 à 781-6, 781-13 à 781-21, 781-25 à 781-34, 781-36 à 781-107, 781-115 à 781-118, 781-124 à 781-127, 781-132, 781-133, 781-135 à 781-167, 781-172 à 781-177, partie des lots 781-108 à 781-111, 781-114, 781-119, 781-123, 781-128, 781-129, 781-134, 781-169 à 781-171, 781-178; les lots 744-4, 745-4, 745-5, 776-1 à 776-4, 777-1, 777-3, 778-2, 778-3; le lot 776 et une partie des lots 744, 745, 777 et 778 sont annulés et le lot 2185 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 781-3 to 781-6, 781-13 to 781-21, 781-23 to 781-34, 781-36 to 781-107, 781-115 to 781-118, 781-124 to 781-127, 781-132, 781-133, 781-135 to 781-167, 781-172 to 781-177, part of lots 781-108 to 781-111, 781-114, 781-119, 781-123, 781-128, 781-129, 781-134, 781-169 to 781-171, 781-178; lots 744-4, 745-5, 776-1 to 776-4, 777-1, 777-3, 778-2, 778-3; lot 776 and part of lots 744, 745, 777 and 778 are cancelled and lot 2185 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 10 juin 1952.

Québec, June the 10th, 1952.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
32869-o OVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
32869-o Deputy Minister.

## AVIS

## NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie (ville de Laprairie), division d'enregistrement de Laprairie.

Official Cadastre of the parish of Laprairie (town of Laprairie), registration division of Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 304-1 à 304-180, 304-183 à 304-228, 305-1 à 305-198, 306-1 à 306-39, 306-73 à 306-76 et une partie des lots 306-40, 306-43 à 306-67, 306-69 et 306-72 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 304-1 to 304-180, 304-183 to 304-228, 305-1 to 305-198, 306-1 to 306-39, 306-73 to 306-76 and part of lots 306-40, 306-43 to 306-67, 306-69 and 306-72 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 21 juin 1952.

Québec, June the 21st, 1952.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
32869-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
32869-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel révisé de la ville de Lévis, quartier St-Laurent (maintenant cité de Lévis), division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 652-360-1 à 652-360-9, 652-373 à 652-384; les lots 652-360-10 à 652-360-19, 652-386 à 652-431 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 juin 1952.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

32869-o

NOTICE

Official revised cadastre of the town of Lévis, St. Laurent ward (now city of Lévis), registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 652-360-1 to 652-360-9, 652-373 to 652-384; lots 652-360-10 to 652-360-19, 652-386 to 652-431 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 16th, 1952.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

32869-o

AVIS

Cadastre officiel du canton de Potton, division d'enregistrement de Brome.

Avis est par la présente donné que les lots 1067-11, 1068-1, 1068-2 sont corrigés et le lot 1067-12 est annulé en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 13 juin 1952.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

32869-o

NOTICE

Official Cadastre of the township of Potton, Registration division of Brome.

Notice is hereby given that lots 1067-11, 1068-1, 1068-2 are corrected and lot 1067-12 is cancelled in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 13th, 1952.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

32869-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLEVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret 1040, du 4 août 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 714 du 11 juin 1952, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode de et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of the district of Trois-Rivières, formed under decree number 1040 of August 4, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 714 of June 11, 1952, part "D" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1952 au 1er juillet 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from July 1, 1952, to July 1, 1953; such levy is laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1040, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés des métiers régis par ledit décret.

a) The professional employers governed by the decree number 1040, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the pay-roll, commissions, bonuses, allocations which they pay to their employees of the trades covered by the said decree.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$30.00 par semaine pour les hommes et \$20.00 par semaine pour les femmes, ce qui fera une cotisation mensuelle de \$0.60 pour les hommes et \$0.50 pour les femmes.

b) The artisans governed by the said decree shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wage rate established in the decree for journeymen employees, i.e. \$30.00 per week in the case of male artisans and \$20.00 per week in the case of female artisans which will make a monthly assessment of \$0.60 for men and \$0.50 for women.

c) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

c) All the employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

## 2. Mode de perception

Les employeurs professionnels et les artisans régis par le décret doivent faire la remise de leurs cotisations mensuellement au siège social du Comité paritaire (953, rue Royale, Trois-Rivières).

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit Comité paritaire mensuellement.

Les cotisations doivent être remises au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois, c'est-à-dire, les cotisations du mois de juillet sont payables le ou avant le 10 août et ainsi de suite pour chaque mois subséquent.

## 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er juillet 1952 et le 1er juillet 1953.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1952 et le 1er juillet 1953.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels .....	\$ 275.60
Salariés .....	391.20
Artisans .....	795.60
Honoraires d'examens .....	75.00
	<hr/>
	\$1,537.40

Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire .....	\$ 300.00
Inspecteur .....	200.00
Employés de bureau .....	100.00
Frais de déplacement .....	662.40
Bureau des examinateurs .....	40.00
Loyer et éclairage .....	30.00
Frais judiciaires et professionnels .....	10.00
Impression et papeterie .....	50.00
Poste, téléphone et télégraphe .....	55.00
Dépréciation, ameublement et agencement .....	5.00
Frais des délégués .....	60.00
Vérification des livres .....	20.00
Assurance fidéjussion .....	5.00
	<hr/>
	\$1,537.40

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Ministère du Travail,  
Québec, le 28 juin 1952. 32875-0

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformé-

## 2. Mode of collection

The professional employers and the artisans governed by the decree shall forward their assessments every month, to the office of the Parity Committee (953 Royale Street, Three Rivers).

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums payable to the Parity Committee and remit same to the said Committee every month.

The assessments shall be remitted to the Parity Committee on or before the 10th day of each month, i.e. the assessments for July are payable on or before August 10, and so forth, for each subsequent month.

## 3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of the District of Trois-Rivières, for the period between July 1, 1952 and June 1, 1953.

PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF THE DISTRICT OF TROIS-RIVIÈRES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 1, 1952, and July 1, 1953.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers .....	\$ 275.60
Employees .....	391.20
Artisans .....	795.60
Examination fees .....	75.00
	<hr/>
	\$1,537.40

Disbursements:	
Salaries:	
Secretary .....	\$ 300.00
Inspector .....	200.00
Office employees .....	100.00
Travelling expenses .....	662.40
Board of examiners .....	40.00
Rent and lighting .....	30.00
Judicial and professional fees .....	10.00
Printing and stationery .....	50.00
Postage, telephone and telegraph .....	55.00
Depreciation, furniture and fixtures .....	5.00
Expenses of delegates .....	60.00
Auditing .....	20.00
Guarantee bond .....	5.00
	<hr/>
	\$1,537.40

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour,  
Department of Labour,  
Quebec, June 28, 1952. 32875-0

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the

ment aux dispositions de la Loi des la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 30 juin 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

Le paragraphe "a" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"a) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend la cité de Québec et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de ses limites ainsi que la municipalité de St-Ephrem de Beauce; le décret s'applique aussi aux établissements ayant plus de quinze (15) salariés dans les municipalités d'Andréville et de Rivière-du-Loup."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 juin 1952. 32875-0

provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 973 of June, 30 1948, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

Subsection "a" of section II will be replaced by the following:

"a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the city of Quebec and the territory included in a radius of fifty (50) miles from its limits and extends to the municipality of St. Ephrem de Beauce; the decree also applies to establishments of the municipalities of Andreville and Rivière-du-Loup having more than fifteen (15) employees."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 28, 1952. 32875-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'à la suite d'une sentence arbitrale rendue le 11 juin 1952, les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes audit décret:

1° A l'article III (Jurisdiction territoriale), que le sous-paragraphe 3 intitulé "zone I" soit modifié en ajoutant à l'énumération des cités, villes, municipalités, formant ladite zone I, la cité de Thetford-Mines et la ville de Black Lake.

2° A l'article III, que le sous-paragraphe, intitulé "Zone II" soit remplacé par le suivant: "Zone II: La ville de Rimouski, à compter du 1er octobre 1952."

3° Que l'échelle des taux de salaires apparaissant à l'article IV soit remplacée par la suivante:

The Honorable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that, following an arbitral award rendered June 11, 1952, the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1730 of October 23, 1947, as amended, relating to the construction industry in the district of Quebec, have submitted to him a petition to amend the said decree as follows:

1. In section III (territorial jurisdiction), paragraph 3 headed "Zone I" will be amended by adding the city of Thetford-Mines and the town of Black Lake to the enumeration of cities, towns and municipalities constituting the said zone I.

2. In section III, the paragraph headed "Zone II" will be replaced by the following: "Zone II: The town of Rimouski, from October 1, 1952."

3. The wage scale contained in section IV will be replaced by the following:

Métiers — Trades	Salaires horaires — Hourly rates			
	Zones			
	I	II	III	IV
Briqueleur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason. ....	\$1.60	\$1.40	\$1.35	\$1.25
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner . . . . .	1.40	1.30	1.25	1.15
Compagnon jr, 1 an — Junior journeyman, one year. ....	1.30	1.25	1.20	1.10
Calfat — Caulker . . . . .	1.10	1.00	0.95	0.85
Peintre — Painter. ....	1.35	1.25	1.20	1.10
Compagnon jr, 1 an — Junior journeyman, one year. ....	1.25	1.15		
Manceuvre, Faiseur de mortier, Brasseur de Celanite, Couleur de blanc, Porteur d'oiseau — Labourer, Mortar maker, Celanite mixer, Plaster pourer, Hod carrier. ....	1.05	0.95	0.90	0.80
Jointoyeurs, Finisseur de ciment — Joint pointer, Cement finisher. ....	1.30	1.20	1.15	1.05
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo layer	1.35	1.25	1.20	1.10
Compagnon jr, 1 an — Junior journeyman, one year. ....	1.25	1.15		
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operator . . . . .	1.20	1.10	1.05	0.95
Premier semestre — Fist six months. ....	1.10	1.00	0.95	0.90
Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter on construction operations . . . . .	1.60	1.40	1.35	1.25
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector . . . . .	1.30	1.25	1.20	1.10

Foreur — Driller. ....	1.25	1.15	1.10	1.00
Préposé au marteau pneumatique — Pneumatic hammer operator. ....	1.25	1.10	1.05	0.95
Poseur de lattes (bois ou métal) — Latter (wood or metal) ....	1.25	1.15	1.10	1.00
Préposé aux pelles mécaniques, tracteurs ou grues — Engineman-shovels, tractors, hoisting ....	1.35	1.20	1.15	1.05
Préposé aux monte-charge non actionnés par la vapeur — Freight elevator operator, not steam driven. ....	1.25	1.10	1.05	0.95
Préposé aux malaxeurs ou compresseurs — Engineman-mixers or compressors ....	1.25	1.10	1.05	0.95
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman-stationary and portable machines. ....	1.30	1.15	1.10	1.00
Ferblantier-Couvreur — Tinsmith-roofer:				
Compagnon — Journeyman ....	1.40	1.30	1.25	1.15
Compagnon jr, 1 an — Junior journeyman, one year. ....	1.30	1.20		
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	1.40	1.30	1.25	1.15
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool insulation, blower method:				
Opérateur en chef — Chief operator ....	1.40	1.30	1.25	1.15
Assistant de l'opérateur — Assistant operator. ....	1.30	1.20	1.15	1.05
Aide — Helper. ....	1.05	0.95	0.90	0.80
Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze:				
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith. ....	1.35	1.30	1.25	1.15
Compagnon, jr, 1 an — Junior journeyman, one year. ....	1.25	1.20	1.15	1.05
Gratteur, polisseur et sableur de planchers à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, by hand or with machine	1.25	1.20	1.15	1.05
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) maximum 72 heures par semaine.— Job watchman (night or day, sundays and holidays) maximum of 72 hours per week. ....	0.75	0.75	0.75	0.70
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction: 0.80 l'heure, \$38.00 par semaine dans la zone I seulement.— Truck driver employed directly by contractors of the construction industry: \$0.80 per hour, \$38.00 per week, in zone I only.				

4° A l'article V intitulée "Durée de travail", que les paragraphes a, b et d soient remplacés par les suivants:

"V. *Durée du travail*: a) Dans la zone I seulement, la durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7.00 hres. a.m. et 6.00 hres. p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et de quatre (4) heures réparties entre 7.00 hres. a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-quatre (44) heures par semaine.

Pour les journaliers, (ouvriers non qualifiés) la durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7.00 hres. a.m. et 6.00 hres. p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-huit (48) heures par semaine.

Dans les autres zones, la durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7.00 heures a.m. et 6.00 hres. p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-huit (48) heures par semaine.

b) Toutefois, s'il y a entente entre un employeur professionnel et ses salariés, il est permis de travailler pendant les mois d'été, c'est-à-dire du 1er mai au 1er octobre, durant neuf (9) heures par jour, à condition que le total des heures au taux régulier n'exécède pas quarante-quatre (44) heures par semaine pour les ouvriers de métier qualifiés et quarante-huit (48) heures pour les journaliers et de façon à ce qu'il n'y ait pas de travail sur aucun chantier de cet employeur professionnel le samedi après-midi.

d) Tout travail supplémentaire doit être payé à raison de salaire et demi jusqu'à minuit et salaire double de minuit à 7.00 hres. a.m. suivant le salaire effectivement payé au salarié.

5° A l'article V, que le sous-paragraphé intitulé "Disposition spéciale concernant les sinistrés de la ville de Rimouski et de la municipalité de Cabano" soit radié.

6° Que le nouvel article VI-A suivant soit ajouté:

4. In section V headed "Duration of Labour", subsections "a", "b" and "d" will be replaced by the following:

"V. *Duration of Labour*: a) In zone I only, the maximum duration of work is eight (8) hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and four (4) hours distributed between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday, making a weekly maximum of forty-four (44) hours.

The maximum daily duration of work of labourers (common workers) is eight (8) hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, making a weekly maximum of forty-eight (48) hours.

In other zones, the maximum duration of work is eight (8) hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday making a weekly maximum of forty-eight (48) hours.

b) However, by agreement between a professional employer and his employees, a daily duration of nine (9) hours is permitted during the summer months, that is from May 1st to October 1st, providing that the total hours at regular rates do not exceed forty-four (44) per week in the case of skilled tradesmen and forty-eight (48) hours in the case of labourers, and that no work shall be performed Saturday afternoon for such professional employer.

d) All overtime shall be paid at the rate of time and one half until midnight and at the rate of double time from midnight to 7.00 a.m. based on the actual rates of the employees.

5. In section V, the paragraph headed "Special provision concerning the victims of the conflagrations in the town of Rimouski and the municipality of Cabano" will be deleted.

6. The following section VI-A will be added:

"VI-A Semaine de vacances payées: Tous les ouvriers de la construction ont droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque ouvrier aura droit à 2% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son patron en plus de son salaire hebdomadaire."

7° Que l'article IX soit modifié en remplaçant la cédule des salaires des apprentis au paragraphe j), par la suivante:

Métiers — Trades

	1 <sup>e</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	4 <sup>e</sup> année
	1st year	2nd year	3rd year	4th year
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason. ....	\$0.55	\$0.85	\$1.10	
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner. ....	0.50	0.70	0.90	
Peintre — Painter. ....	0.50	0.70	0.90	
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo setter. ....	0.50	0.70	0.90	
Finisseur de ciment — Cement finisher. ....	0.50	0.70	0.90	
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	0.50	0.70	0.90	
Ferblantier-Couvreur — Tinsmith-roofer. ....	0.50	0.65	0.80	0.90
Mécanicien en fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze machanic. ....	0.50	0.65	0.80	0.90

8° Que l'article XII intitulé "Salariés permanents" soit modifié i) en remplaçant la cédule des salaires minima au paragraphe b) par le suivant:

	Par semaine — Per week		
	Zones		
	I	II, III, IV	
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker) . . . .	\$53.00	\$48.00	
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker) . . .	40.50	39.50	

ii) En remplaçant le paragraphe "c" par le suivant:

"c) *Durée de travail:* La durée de travail est de quarante-quatre (44) heures par semaine pour les ouvriers qualifiés et quarante-huit (48) heures par semaine pour les ouvriers non qualifiés sans limitation journalière.

9° Que l'article XIV intitulé "Amendements" soit modifié en retranchant au complet le paragraphe commençant par les mots "Les parties contractantes à la convention . . ."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 juin 1952.

32875-0

"VI-A. Vacation with pay: All construction workers are entitled to one week of vacation with pay. Therefore, every worker is entitled to 2% of his weekly wages to be paid to him by his employer in excess of his weekly wages."

7. Section IX will be amended by replacing the wage scale for apprentices, in subsection "j", by the following:

8. Section XII headed "Permanent employees" will be amended:

i. By replacing the minimum wage schedule in subsection "b" by the following:

ii. By replacing subsection "c" by the following:

"c) *Duration of work:* The duration of work is forty-four (44) hours per week for skilled workers, and forty-eight (48) hours per week for common workers, without daily limitation.

9. That section XIV be amended by deleting the entire paragraph beginning with the words "The contracting parties to the agreement."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 28, 1952.

32875-0

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Lebel. ....	Gérard. ....	22	Rivière du-Loup	Ste-Anne-de-la-Pocatière
Jourdain. ....	Claude. ....	22	Cap-Chat	L'Assomption, Worcester, Mass.

Rimouski, le 12 juin 1952 — Rimouski, June 12th, 1952.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,  
MAURICE TESSIER,  
Secretary of Lower St. Lawrence Bar.

32817-25-2-0

## BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'EXAMEN D'ORDRE THÉORIQUE (3ième année)  
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION OF THEORETICAL ORDER (3rd Grade)

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Marquis.....	Jean.....	23	Granby.

7 juin 1952.— June 17, 1952.

32817-25-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,  
JACQUES MARCHESSAULT,  
Secretary of the Bar of Bedford.

## BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'EXAMEN D'ORDRE THÉORIQUE (4ième année)  
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION OF THEORETICAL ORDER (4th Grade)

Examens de juin 1952 — Examinations of June, 1952.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Boisvert.....	Guy.....	25	Cowansville.

Granby, le 17 juin 1952.— June 17, 1952.

32817-25-2-9

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,  
JACQUES MARCHESSAULT,  
Secretary of the Bar of Bedford.

## BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1952.— Examinations of June, 1952.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Belleau.....	Massue.....	26	410, Daly, Ottawa.
Dostaler.....	Maurice.....	26	75, Daly, Ottawa.
Fournier.....	Robert.....	26	195, Laurier, Hull.
Legault.....	Gaétan.....	24	117, Cartier, Ottawa.
Ménard.....	Jean-Louis.....	27	157, Champlain, Hull.
Millar.....	Malcolm.....	25	206, Champlain, Hull.

Hull, 18 juin 1952 — Hull, June 18, 1952.

32817-25-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Hull,  
FRANÇOIS CHEVALIER,  
Secretary of the Bar of Hull.

## BARREAU DE SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surname	Age	Résidence Residence
Brassard.....	Augustin.....	29	Jonquière.
Gagnon.....	Claude.....	24	Jonquière.

Chicoutimi, 18 juin 1952 — Chicoutimi, June 18, 1952.

32863-26-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Saguenay,  
FRANÇOIS CHEVALIER,  
Secretary of the Bar of Saguenay.

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juin 1952 — Examinations of June 1952

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Bélanger.....	Hervé.....	22	Joliette	Séminaire de Joliette.
Guilbeault.....	Marcel.....	22	Joliette	Séminaire de Joliette.

Joliette, 16 juin 1952.— Joliette, June 16, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,  
MAURICE MAJEAU,  
Secretary of the Bar of Laurentides.

32817-25-2-o

BARREAU DE ST-FRANCOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Gérin,.....	Louis.....	21	Coaticook, Que.

Sherbrooke, 16 juin 1952.— Sherbrooke, June 16, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,  
GUY CRÉPEAU,  
Secretary of the Bar of St. Francis.

32817-25-2-o

BARREAU DE ST-FRANCOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Leblanc.....	Charles.....	26	15, Prospect, Sherbrooke, Que.
Gervais,.....	Paul.....	26	56, Melbourne, Sherbrooke, Que.

Sherbrooke, 16 juin 1952.— Sherbrooke, June 16, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,  
GUY CRÉPEAU,  
Secretary of the Bar of St. Francis.

32817-25-2-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Nichols.....	Marcel.....	24	3150, Girouard, St-Hyacinthe.

Sorel, 17 juin 1952.— Sorel, June 17, 1952.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,  
GASTON GAUTHIER,  
Secretary of the Bar of Richelieu.

32817-25-2, o

Ministère des Finances  
Assurances

Department of Finance  
Insurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET  
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE  
AND REGISTRATION

Attendu que "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada", dont le siège social est à Montréal, Province de Québec, a transporté ses droits, obligations, actif et passif à "The Independent Order of Foresters", dont le siège social est à Toronto, Province d'Ontario, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux corporations le 29<sup>ième</sup> jour de novembre 1951, pour prendre effet le 1<sup>er</sup> janvier 1952;

Attendu que "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada" s'est conformé, en vertu dudit contrat de réassurance, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec.

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et l'enregistrement de "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada" sont annulés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1952.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances ce 18<sup>ième</sup> jour du mois de juin 1952.

Pour le Ministre des finances,  
GEORGES LAFRANCE,  
Surintendant des assurances.

32848-25-2-o

Whereas "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada", whose head office is situate at Montreal, Province of Quebec, has transferred its rights, obligations, assets and liabilities to "The Independent Order of Foresters" whose head office is at Toronto, Province of Ontario, according to a reinsurance agreement entered into by these two corporations the 29th day of November 1951, to take effect on the 1st of January 1952;

Whereas "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada" has complied, pursuant to the said reinsurance agreement with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada" are cancelled as from the 1st of January 1952.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, this 18th day of June 1952.

For the Minister of Finance,  
GEORGES LAFRANCE,  
Superintendent of Insurance.

32848-25-2-o

Soumissions

Tenders

CORRECTION

CORRECTION

Dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 juin 1952, à la page 1617, il faut lire, dans le texte anglais de l'avis de demande de soumissions de la paroisse de St-Joseph-de-Mont-Rolland, que les obligations sont remboursables du 1<sup>er</sup> mars 1953 au 1<sup>er</sup> mars 1967 et non pas au 1<sup>er</sup> mars 1957.

À la page 1619, dans l'avis paru pour la commission scolaire du village du Moulin, il faut lire que les obligations sont remboursables du 1<sup>er</sup> juin 1953 au 1<sup>er</sup> juin 1967 et non pas au 1<sup>er</sup> juin 1957, dans la partie anglaise également de cet avis.  
32853-x-o

In the *Quebec Official Gazette* of June 21, 1952, at page 1617, in the English text of the notice of call for tender the Parish of St. Joseph-de-Mont-Rolland, please read that bonds are redeemable from March 1st, 1953 to March 1st, 1967, instead of March 1st, 1957.

At page 1619, in the notice of call for tender for the School Commission of the Village of Du Moulin, please read that bonds are redeemable from June 1st, 1953 to June 1st 1967, instead of June 1st, 1957, in the English text of this notice.  
32853-x-o

Ventes par licitations

Sales by Licitations

Province de Québec, District d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 7230.

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court No. 7230.

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Drummondville, dans le district d'Arthabaska le 4 mars 1952, dans la cause dans laquelle Gérard Audet, Monique Audet & Suzanne Audet, tous trois employés de manufacture, domiciliés à St-Jean-Baptiste, comté de Drummond, district d'Arthabaska, sont demandeurs, ordonnant licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un lot connu et désigné comme étant le numéro 41 de la subdivision officielle du lot 146 (146-41) du cadastre officiel du canton de Grantham, comté de Drummond avec bâtisses dessus construites, l'immeuble ci-dessus désigné sera

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Drummondville, in the district of Arthabaska, on the 4th of March, 1952, in a case wherein Gérard Audet, Monique Audet and Suzanne Audet, all three plant employees, domiciled at St-Jean-Baptiste, county of Drummond, district of Arthabaska, are plaintiffs, ordering the licitation of the immovable described as follows, to wit:

A lot known and designated as being number 41 of the official subdivision of lot 146 (146-41) of the official cadastre for the Township of Grantham, county of Drummond—with buildings thereon erected, the above described im-

mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le SIX AOÛT 1952 à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) devant le Protonotaire de la Cour Supérieure du district d'Arthabaska dans la salle d'audience du Palais de Justice, à Drummondville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour à Arthabaska, et que toute opposition a fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition a fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Drummondville, ce 20 juin 1952.

Les Procureurs des demandeurs,  
32864-26-2-0 RINGUET & SAINT-PIERRE.

movable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the SIXTH of AUGUST, 1952, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time) before the Prothonotary of the Superior Court for the district of Arthabaska in the court room of the Court House, at Drummondville, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said court at Arthabaska, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Drummondville, June 20, 1952.

RINGUET & SAINT-PIERRE,  
32864-26-2 Attorneys for plaintiffs.

### Ventes pour taxes

Province de Québec, District de Roberval,

MUNICIPALITÉ DU CANTON DÉLISLE

Avis public est par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix juin mil neuf cent cinquante-deux a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale du canton Déglise (Paroisse St-Cœur-de-Marie) avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle publique de Saint-Cœur-de-Marie, le VINGT-QUATRE JUILLET 1952, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels toutes les taxes accumulées à date, les intérêts et frais, auront été payés avant le moment de la vente.

Sylvio Bergeron:— 1.— Un terrain ou emplacement situé dans la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, faisant partie du lot 15, rang 4, canton Déglise avec les bâtisses construites sur le dit emplacement, circonstances et dépendances, borné au sud au chemin de front, à l'est, au terrain de Joseph Lapointe à l'ouest au terrain de Jean-Lapointe, au Nord partie au terrain ci-après décrit et partie au terrain de Jean Lapointe de la contenance de un arpent de front sur un demi arpent de profondeur;

2. Un terrain ou emplacement contigu au premier mesurant 90 pieds de l'ouest à l'est sur 30 pieds de profondeur du sud au Nord, faisant partie du lot No. 15, rang 4, du cadastre officiel du canton Déglise, borné au sud au terrain ci-dessus décrit et aux autres côtés au terrain de Jean-Lapointe, avec les bâtisses construites sur le dit emplacement, circonstances et dépendances.

Charles Edmond Gagné et succession de Dame Marie Rose Bergeron:— Une ferme avec bâtisses situées dans la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, de 50 acres environ en superficie, étant et comprenant la juste demie Est du lot de terre N° 27, du rang 4, au cadastre officiel du canton Déglise, borné au sud au 3ième rang du dit canton, au nord au chemin de front, à l'est au terrain de Arthur Renaud, et à l'ouest à la juste demie Ouest du lot dont il fait partie et appartenant à Arthur Villeneuve.

### Sales for Taxes

Province of Quebec, District of Roberval

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF DELISLE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the tenth of June, one thousand nine hundred and fifty-two, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chap. 207) to sell the immovables hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the township Déglise (Parish of St-Cœur-de-Marie), with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the public Hall of Saint-Cœur-de-Marie, on the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all taxes accumulated to date, interest and costs, shall have been paid before the sale.

Sylvio Bergeron:— 1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint-Cœur-de-Marie, forming part of lot 15, range 4, township Déglise—with buildings erected on the said emplacement, circumstances and dependencies; bounded on the south by the front road, on the east by the land of Joseph Lapointe, on the west by the land of Jean Lapointe, on the north, partly by the lot of land hereinafter described and partly by the land of Jean Lapointe, measuring one arpent in front by one half arpent in depth;

2. A lot of land or emplacement coterminous with the first, measuring 90 feet from west and east by 30 feet in depth from south to north, forming part of lot No. 15, range 4, of the official cadastre for the township Déglise, bounded on the south by the lot of land hereinabove described and on the other sides by the land of Jean Lapointe—with the buildings erected on the said emplacement, circumstances and dependencies.

Charles Edmond Gagné and Estate of Dame Marie Rose Bergeron:— A farm—with buildings, situate in the parish of Saint-Cœur-de-Marie, having a superficial area of about 50 acres, being and comprising the exact east half of the lot of land No. 27, of range 4, of the official cadastre for the township Déglise; bounded on the south by the 3rd range of said township, on the north by the front road, on the east by the land of Arthur Renaud, and on the west by the exact west half of the lot of which it forms a part and belonging to Arthur Villeneuve.

Ces propriétés seront vendues avec toutes les servitudes actives et passives apparentes et occultes pouvant les affecter. Les versements non échus des taxes municipales, d'aqueduc et d'Église consolidées à échoir pour la balance du terme sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Cœur-de-Marie, ce sixième jour de juin mil neuf cent cinquante-deux.

Le Secrétaire-trésorier,  
NOËL DUFOUR.

32818-25-2-o

Province de Québec, District de Roberval

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE  
SAINT-CŒUR-DE-MARIE

Avis public est par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 12 juin 1952, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q. 1941, Chap. 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale du village de Saint-Cœur-de-Marie, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence le dit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle publique de Saint-Cœur-de-Marie, le VINGT-QUATRE JUILLET 1952, à ONZE heures de l'avant-midi, à moins que le montant ainsi exigible n'ait été payé avant le moment de la vente.

Succession de Zéphirin Thériault.— Un lopin de terre situé dans le village de Saint-Cœur-de-Marie, mesurant 54 pieds le long du chemin public ou dans la direction Nord-Sud et 75 pieds de l'autre côté ou dans la direction Est-Ouest en forme de rectangle, borné au nord, à Stanislas Gauthier, à l'est au chemin public qui conduit au 4ième rang, au Sud au dit Stanislas Gauthier à 30 pieds de la clôture actuelle de l'emplacement autre que celui qui présentement vendu et qui appartient à Belmont Lebel, à l'ouest au dit Stanislas Gauthier avec bâtisses dessus construites sur le dit lopin de terre, lequel fait partie du lot N° 26-b, rang trois, du cadastre officiel du canton Délisle, avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes appartenant au dit immeuble.

Les versements non échus des taxes municipales, scolaires et d'Église consolidées à échoir pour la balance du terme sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission Municipale de Québec.

Donné à Saint-Cœur-de-Marie ce vingtième jour de juin, mil neuf cent cinquante-deux.

Le Secrétaire-trésorier,  
NOËL DUFOUR.

32861-26-2-o

Province de Québec

CITÉ DE ST-LAMBERT

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Clarence F. Potter, secrétaire-trésorier

The said properties to be sold with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes affecting the same. The payments of consolidated municipal, waterworks and church taxes not yet due and to become due for the balance of the term are at the charge of the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the order provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Cœur-de-Marie, this sixth day of June, one thousand nine hundred and fifty-two.

NOËL DUFOUR,  
Secretary-Treasurer.

32818-25-2

Province of Quebec, District of Roberval

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF  
SAINT-CŒUR-DE-MARIE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated June 12, 1952, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q., 1941, chap. 207) to sell the immovable hereinafter described, in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the village of Saint-Cœur-de-Marie, with interest and costs, and that consequently the said immovable will be sold, by public auction, in the public hall of Saint-Cœur-de-Marie, on the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon, unless the amount hereby due is not paid before the sale.

Estate of Zéphirin Thériault: A parcel of land situate in the village of Saint-Cœur-de-Marie, measuring 54 feet along the public road or in the north-south direction, and 75 feet on the other side or in the East-West direction, of rectangular figure, bounded on the north, by Stanislas Gauthier, on the east by the public road which leads to the 4th range, on the south by the said Stanislas Gauthier at 30 feet from the actual fence of the emplacement other than the one presently sold and which belongs to Belmont Lebel, on the west by said Stanislas Gauthier—with the buildings erected on the said parcel of land, which forms part of lot No. 26-b, range three, of the official cadastre for the township Delisle, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable.

Instalments not yet due on consolidated municipal, school and church taxes to become due for the balance of the term are at the charge of the purchaser.

The purchase price of the said immovable will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Cœur-de-Marie, this twentieth day of June, one thousand nine hundred and fifty-two.

NOËL DUFOUR,  
Secretary-Treasurer.

32861-26-2

Province of Quebec

CITY OF ST. LAMBERT

Public notice is hereby given by the undersigned, Clarence F. Potter, Secretary-Treasurer of

de la cité de St-Lambert, comté de Chambly, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en la cité de St-Lambert, à l'Hôtel de Ville, au lieu ordinaire des séances de ce conseil, LUNDI, le VINGT ET UNIEME jour de JUILLET, mil neuf cent cinquante-deux, à DIX heures du matin (H.A.) pour le montant des taxes municipales et scolaires dûes sur iceux, avec les frais, a moins que lesdites taxes et frais ne soient payés avant le moment de la vente.

the City of St. Lambert, County of Chambly, that the immoveables hereinafter described, will be sold by Public Auction, in the City of St. Lambert, in the City Hall, at the ordinary place of sittings of this Council, MONDAY, the TWENTY-FIRST day of JULY, Nineteen Hundred and Fifty-Two at TEN o'clock in the morning, (D.S.T.) for the amount of the Municipal and School taxes due thereon together with costs, unless the same be paid with costs before the sale:

Nom — Name	Location	Cad.	Subdiv.	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Caswell, A. B.	Ave Richelieu Ave	161	2227, 2226, 2225, 2224, 2223, 2222, 2221, 2220, 2219, 2218,	\$247.57	\$222.12	\$469.69
Chadsey, Miss M. E.	Rue Hudson Str.	161	2041, 2040	52.52		52.52
Lippiatt, H. T.	Ave Dulwich Ave.	161	1783, 1782, 1781, 1780.	84.83	92.81	177.64
Metropolitan Housing Co.	Rue Lespérance Str.	162	1483	127.40		127.40
Mitchell, Mrs. F. W.	Rue Hudson Str.	161	2024, 2023	52.52		52.52
Montreal & St. Lambert Terminal Dev. Co.	Ave Oak Ave.	254 280	58 239	103.28		103.28
Picard, J.	Desaulniers B.	161	1256	56.68	5.40	62.08
Roberts, Mrs. E.	Ave Bedford Ave.	263	72	98.95	119.91	218.86
Stephenson, C. L.	336 Ave Birch Ave.	162	1331, 1330.	528.24	297.33	825.57

Les immeubles ci-haut mentionnés sont tous au plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, et situés dans la cité de Saint-Lambert. Termes: Argent comptant ou chèque visé.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the city of St. Lambert. Terms: Cash or accepted cheque.

Donné en la cité de St-Lambert, le 25 juin, 1952

Given at the City of St. Lambert, this twenty-fifth day of June, 1952.

(Seau) Le Secrétaire-trésorier.  
32876-26-2-o C. F. POTTER.

(Seal) C. F. POTTER,  
32876-26-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALE

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias

Cour d'Échiquier du Canada, N° 44981. **DANS** l'affaire de LA LOI FÉDÉRAL SUR LES DROITS SUCCESSORAU, in re JOSEPH JEAN

BEDFORD

Fieri Facias

Exchequer Court of Canada, No. 44981. **IN** the matter of THE FEDERAL ACT CONCERNING SUCCESSION DUTIES, in re: JOSEPH JEAN

LAWRENCE E. MINTZ, anciennement de la cité de Détroit, dans l'état de Michigan, un des États-Unis d'Amérique, maintenant des cité et district de Montréal, exécuteur testamentaire de la succession de Corinne Valiquette, autrefois de la ville de Farnham, district de Bedford, célibataire, décédé.e

LAWRENCE E. MINTZ, heretofore of the city of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, now of the city and district of Montreal, testamentary executor to the estate of Corinne Valiquette, heretofore of the town of Farnham, district of Bedford, spinster, deceased.

Comme appartenant au défendeur: Le lot N° 117 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Farnham, avec les bâtisses dessus érigées.

As belonging to the defendant, Lot No. 117 of the official plan and book of reference for the town of Farnham — with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique St-Romuald de Farnham, comté de Missisquoi, district de Bedford, JEUDI, le DIXIEME jour de JUILLET, MIL NEUF CENT CINQUANTE-DEUX, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Catholic Church door of St-Romuald de Farnham, county of Missisquoi, judicial district of Bedford, on THURSDAY, the TENTH day of JULY, NINETEEN HUNDRED AND FIFTY-TWO, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sweetsburg, le 2 juin 1952. Le Shérif, A. ST-MARTIN. 32733-23-2-o

Sheriff's Office, Court House, Sweetsburg, June 2, 1952. A. ST-MARTIN, Sheriff. 32733-23-2

Canada, Province de Québec,  
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { Dame ROSE-ÉVA PI-  
N° 6762 GEON, ménagère demeu-  
rant à Drummondville, dis-  
trict d'Arthabaska, veuve majeure de feu Valé-  
rien Laflamme, de son vivant boulanger des  
mêmes lieux, demanderesse, vs ÉMILE SUR-  
PRENANT de Drummondville, district d'Ar-  
thabaska, défendeur, et HERVÉ DESMARAIS,  
mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur:

a) Un certain terrain situé dans le Canton de Sutton, maintenant compris dans les limites dudit village de Sutton, tel qu'incorporé et actuellement connu comme étant la partie du coin sud-est du lot numéro (1032) mille trente-deux des Plan et Livre de Renvoi officiels dudit canton de Sutton, borné en front par la rue Principale, au sud, par la ligne sud du dit lot restant et appartenant à Henri Després ou représentants légaux, la ligne est sur la dite rue Principale s'étendant du coin sud-est dudit lot jusqu'à six pieds au nord de la bâtisse-boulangerie y érigée, la ligne nord devant aussi se prolonger à partir de la rue Principale, parallèle à la ligne sud du dit lot jusqu'à deux pieds en arrière du hangar attenant à ladite bâtisse-boulangerie, et la ligne ouest devant être parallèle à ladite rue, le tout avec les bâtisses y érigées, servant de boulangerie, logement, four, hangar, etc.

b) Les ustensiles de boulangerie, les machineries de quelque nature ou description qu'ils soient et servant à l'exploitation de la boulangerie et tels que présentement installés en permanence ainsi que les deux camions de marque Ford, tels qu'équipés actuellement.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique St-André de Sutton, comté de Brome, district de Bedford, MERCREDI, le NEUVIEME jour de JUILLET, MIL NEUF CENT CINQUANTE-DEUX, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Palais-de-Justice, A. ST-MARTIN.  
Sweetsburg, le 2 juin 1952. 32734-23-2-0

### HULL

District de Hull

Cour Supérieure, { ERNEST LAUZON, culti-  
N° 1640. vateur, de l'endroit appelé  
{ Notre-Dame de la Paix, dis-  
trict de Hull, demandeur, vs LES HÉRITIERS  
LÉGAUX DE FEU R. MARENGERE, de son  
vivant du Village de Pointe-Gatineau, district de  
Hull, défendeurs.

Un immeuble connu sous le numéro quarante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent cinquante-quatre (554-47) du cadastre officiel du Village de Pointe-Gatineau, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-François de Sales de Pointe-Gatineau, le ONZIEME jour de JUILLET 1952 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, I. ST-PIERRE,  
Hull, 28 mai 1952. Le Shérif,  
32735-23-2-0

Canada, Province of Quebec,  
District of Arthabaska

Superior Court { Dame ROSE EVA PIGEON,  
No. 6762 housewife, residing at  
{ Drummondville, district of Ar-  
thabaska, widow of age of the late Valé-  
rien Laflamme, in his lifetime a baker of the same place,  
plaintiff; vs ÉMILE SURPRENANT, of Drum-  
mondville, district of Arthabaska, defendant;  
and HERVÉ DESMARAIS, mis-en-cause.

As belonging to the Defendant:

a) A certain lot of land situate in the Town-  
ship of Sutton, now contained within the limits  
of the said Village of Sutton, as actually incor-  
porated, known as being the part of the south-  
east corner of lot number one thousand and  
thirty two (1032) on the official plan and in the  
book of reference for the said Township of Sutton,  
bounded in front by Main street (rue Principale),  
on the south, by the south line of the said lot  
remaining to and belonging to Henri Després or  
legal representatives, the east line on the said  
Main street extending from the southeast corner  
of said lot to six feet north of the bakery building  
thereon erected, the north line to also extend  
from Main street, parallel to the south line of  
said lot up to two feet in rear of the shed ad-  
joining the said bakery building, and the west  
line to be parallel to the said street, the whole  
with the buildings thereon erected, use as a  
bakery, a dwelling, oven, shed, etc.

b) The bakery utensils, machinery of every  
nature and description whatsoever used in the  
operation of the bakery and as presently per-  
manently installed and also the two Ford trucks,  
as actually equipped.

To be sold, at the Catholic Church door of  
St-André de Sutton, county of Brome, district  
of Bedford, on WEDNESDAY, the NINTH  
day of JULY, ONE THOUSAND NINE HUN-  
DRED AND FIFTY-TWO, at TEN o'clock  
in the forenoon.

Sheriff's Office, A. ST-MARTIN,  
Court House, Sheriff.  
Sweetsburg, June 2, 1952 32734-23-2

### HULL

District of Hull

Superior Court, { ERNEST LAUZON, farm-  
No. 1640. er, of the place called  
{ Notre-Dame de la Paix, dis-  
trict of Hull, plaintiff, vs THE LEGAL HEIRS  
OF THE LATE R. MARENGERE, in his life-  
time of the village of Pointe-Gatineau, district  
of Hull, defendants.

An immovable known under number forty-  
seven of the official subdivision of the original  
lot number five hundred and fifty-four (554-47)  
on the official cadastre of the village of Pointe-  
Gatineau, with the buildings thereon erected,  
circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of  
St-François de Sales of Pointe-Gatineau, the  
ELEVENTH day of JULY, 1952, at TEN  
o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, I. ST-PIERRE,  
Hull, May 28, 1952. Sheriff.  
32735-23-2

**MONTRÉAL**

*Fieri Facias de Terris*

C. S. — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **MARCEL PAGÉ** et **HERVÉ PAGÉ**, tous No. 304699 { deux marchands de bois de la ville de Plage Laval, faisant affaires ensemble sous le nom et raison sociale de **PAGÉ & FRÈRES**, demandeurs; vs **JEAN SERGE PARTHENAIS**, défendeur.

Un terrain ayant front sur le Boulevard Levesque, dans la paroisse de St-François de Sales, connu et désigné au cadastre de la paroisse de St-François de Sales comme étant le lot deux (2) de la subdivision du lot numéro quatorze (14), avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François de Sales, comté de Laval, le **TRENTE-ET-UNIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **CAISSE & HURTEAU**,  
Montréal, 25 juin 1952. 32878-26-2

*Fieri Facias de Terris*

Cour de Magistrat, District de Montréal

Montréal, à savoir: { **PAUL-ÉMILE DES-PRÉS**, demandeur, vs Dame veuve **PAUL PRIMEAU**, défenderesse.

"La terre située dans la Ville de Pont-Viau, ayant front sur la rue Lahaie, connue et désignée sous le N° 1-73 de la subdivision du N° trente-quatre (34-1-73) au cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul. Borné vers le nord-est par le N° 34-1-75a rue Lahaie, vers le sud-ouest par le N° 34-1-104, vers le sud-est par le N° 34-1-74, vers le nord-Ouest par le N° 34-1-72, mesurant en largeur trente-cinq (35') pieds, par une profondeur de soixante et dix-sept (77') pieds contenant en superficie deux mille six cent quatre vingt quinze (2695') pieds.

Un emplacement situé dans la Ville de Pont-Viau ayant front sur la rue St-Hubert et composé de: La partie sud-ouest du lot de terre désigné sous le N° un de la subdivision du N° vingt-et-un (21-1 ptie S.O.) au cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, de forme triangulaire, mesurant dans la ligne nord soixante-six pieds et cinquante-sept centièmes de pieds (66.57'), dans la ligne est trente-et-un pieds et trente-deux centièmes de pieds (31.32'), dans la ligne sud-ouest soixante-neuf pieds et cinq dixièmes de pieds (69.5'), borné au nord par la partie ci-après désignée du lot un de la subdivision du N° vingt-deux au dit cadastre, à l'est par le résidu du dit lot N° un de la subdivision dudit N° vingt-et-un, lequel résidu appartient à Henri Cousineau ou représentants, au sud-ouest par le lot originaire vingt-et-un au dit cadastre ou chemin public;

La partie sud-ouest du lot de terre désigné sous le N° un de la subdivision du N° vingt-deux (22-1 ptie S.O.) au dit cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, de forme irrégulière, mesurant dans la ligne nord, cent huit (108') pieds, dans la ligne est quarante-sept pieds et soixante-huit centièmes de pieds (47.68'), dans la ligne sud soixante-six pieds et cinquante-sept centièmes de pieds (66.57'), dans la ligne sud-ouest quarante-neuf (49') pieds, dans la ligne ouest vingt-six (26') pieds, borné au nord par le lot originaire vingt-trois au dit cadastre,

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

S. C. — District of Montreal

Montreal to wit: { **MARCEL PAGÉ** and **HERVÉ PAGÉ**, both No. 304699 { lumber merchants, of the Town of Plage Laval, carrying on business together under the firm name and style of **PAGÉ & FRÈRES**, plaintiffs; vs **JEAN SERGE PARTHENAIS**, defendant.

A lot of land fronting on Levesque Boulevard, in the parish of St-Francois de Sales, known and designated on the cadastre for the parish of St-Francois de Sales as being lot two (2) of the subdivision of lot number fourteen (14) with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Francois de Sales, county of Laval, on the **THIRTY-FIRST** day of **JULY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**CAISSE & HURTEAU**,

Sheriff's Office, **CAISSE & HURTEAU**,  
Montreal, June 25, 1952. 32878-26-2-o

*Fieri Facias de Terris*

Magistrate's Court, District of Montreal

Montreal, to wit: { **PAUL EMILE DES-PRÉS**, plaintiff; vs Dame **PAUL PRIMEAU**, defendant.

The emplacement situate in the Town of Pont-Viau, fronting on Lahaie street, known, and designated as No. 1-73 of the subdivision of No. thirty-four (34-1-73) on the official cadastre for the parish of St-Vincent de Paul. Bounded towards the northeast by No. 34-1-75a Lahaie street, towards the southwest, by No. 34-1-104, towards the southeast by No. 34-1-74, towards the northwest by No. 34-1-72, measuring thirty-five feet (35') in width, by a depth of seventy-seven (77') feet, containing a superficial area of two thousand six hundred and ninety-five feet (2695').

An emplacement situate in the Town of Pont-Viau, fronting on St-Hubert street and composed of: The southwest part of the lot of land designated as number one of the subdivision of number twenty-one (21-1 S.W. Pt.) on the official cadastre for the parish of St-Vincent de Paul, of triangular figure, measuring, in the north line, sixty-six feet and fifty-seven hundredths of a foot (66.57'), in the east line thirty-one feet and thirty-two hundredths of a foot (31.32'), in the southwest line sixty-nine feet and five tenths of a foot (69.5'), bounded on the north by the part hereinafter described of lot one of the subdivision of number twenty-two of the said cadastre, on the east by the residue of said lot number one of the subdivision of said number twenty-one, the said residue belonging to Henri Cousineau or representatives, on the southwest by original lot twenty-one of said cadastre or the public road;

The southwest of the lot of land designated as number one of the subdivision of number twenty-two (22-1 S.W. Pt) of said official cadastre for the parish of St-Vincent de Paul, of irregular figure, measuring, in the north line, one hundred and eight feet (108'), in the east line forty-seven feet and sixty-eight hundredths of a foot (47.68'), in the south line sixty-six feet and fifty-seven hundredths of a foot (66.57'), in the southwest line forty-nine feet (49'), in the west line twenty-six feet (26'), bounded on the north by original lot twenty-three of said ca-

a l'est par le résidu du dit lot N° un de la subdivision du dit N° vingt-deux, lequel résidu appartient à Henri Cousineau ou représentants, au sud par la partie ci-dessus désignée du lot un de la subdivision du N° vingt-et-un au dit cadastre, au sud-ouest par le lot originaire vingt-deux au dit cadastre ou chemin public, à l'ouest par le chemin public ou dite rue St-Hubert, avec une maison a deux logis (N° 1 et 3 de la dite rue St-Hubert)."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St. Christophe de Pont-Viau, le TRENTE-ET-UNIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.  
Montréal, 25 juin 1952. 32877-26-2-0

### TERREBONNE

Canada, Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { CHARLES DESJARDINS  
N° 21479. { garagiste de la paroisse  
de St-Jérôme district de Terrebonne, demandeur, vs GEORGES JOLICOEUR, de la paroisse de St-Colomban, district de Terrebonne., défendeur,

"Toute cette partie du N° 17 des plan et livre de renvoi officiels faits pour la paroisse de St-Colomban et partie du chemin public au sud et se prolongeant sur une distance de huit arpents, jusqu'à la partie du dit lot vendu à Ubald St-Vincent le 15 décembre 1948."

La dite partie d'immeuble saisie comprenant une superficie de huit arpents de hauteur sur 1½ arpent de largeur.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Colomban le DEUXIEME jour d'AOÛT 1952 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.  
St-Jérôme, le 20 juin 1952. 32865-26-2-0

Canada, Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { PAUL DENIS GARON,  
N° 21343. { concierge, résidant et domicilié à 4585 rue Berri, dans les cité et district de Montréal, et CAMILLE GARON, cultivateur, résidant et domicilié à St-Denis de Kamouraska, district de Kamouraska, demandeurs; vs PAUL CARDINAL, des cité et district de Montréal, et ayant élu domicile aux fins des présentes au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Terrebonne, défendeur; et J. VICTOR LEONARD, de St-Jérôme, district de Terrebonne, et BENOIT TURBIDE de Ste-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, tous deux en leur qualité de régistrateurs conjoints pour la division d'enregistrement de Terrebonne, mis-en-cause.

Une terre située en la Concession de la Grande-Ligne, dans la Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro sept cent soixante-seize (pte. 776) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant deux arpents de largeur par la profondeur existant entre le chemin de la Grande-Ligne et le Chemin de Fer du Pacifique Canadien, et bornée comme suit: En avant, vers le sud-ouest, par le chemin de la Grande-Ligne; en arrière, vers le nord-est, par le chemin de fer du Pacifique Canadien; d'un côté vers le nord-ouest, par partie du lot N° 775, du même cadastre, appartenant à David Slodovnick, et de l'autre

cadastre, on the east by the residue of said lot number one of the subdivision of said number twenty-two, the said residue belonging to Henri Cousineau, or representatives, on the south by the portion hereinabove described of lot one of the subdivision of number twenty-one of said cadastre, on the southwest by original lot twenty-two of said cadastre or the public road, on the west by the public road or said St-Hubert street—with a two dwelling house (Nos. 1 and 3 of said St-Hubert street).

To be sold, at the parochial church door of the parish of St. Christophe de Pont-Viau, on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,  
Sheriff's Office,  
Montreal, June 25, 1952. 32877-26-2

### TERREBONNE

Canada, Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, { CHARLES DESJARDINS  
No. 21479. { garagist for the parish  
of St-Jérôme, district de Terrebonne, plaintiff, vs GEORGES JOLICOEUR, for the parish of St-Colomban, district of Terrebonne, defendant,

"All that part of lot No. 17 of the official plan and book of reference for the Parish of St-Colomban and part of the public, road on the south extending a distance of eight arpents up to the line of the part of said lot sold to Ubald St-Vincent on December 15th, 1948,

As an area of eight arpents in depth by 1½ arpent wide."

To be sold at the Catholic Church door of St-Colomban on the SECOND day of AUGUST 1952 at ELEVEN oc'lock in the forenoon.

ALB. FOURNELLE,  
Sheriff's Office,  
St-Jérôme, June 20th, 1952. 32865-65-2-0

Canada, Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, { PAUL DENIS GARON, jani-  
No. 21343. { tor, residing at 4585 Berri  
Street, in the city and district of Montreal, and CAMILLE GARON, farmer, residing at St-Denis of Kamouraska, district of Kamouraska, plaintiffs, vs PAUL CARDINAL, of the city and district of Montreal, and having elected domicile for the purposes hereof at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Terrebonne, defendant; and J. VICTOR LEONARD, of St-Jérôme, district of Terrebonne, and BENOIT TURBIDE of Ste-Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, both in their quality of joint registrar for the Registration Division of Terrebonne, mis-en-cause.

A farm in the Grande-Ligne concession, in the parish of Ste-Thérèse de Blainville, known and designated as forming part of lot number seven hundred and seventy-six (Pt. 776) on the official cadastre for the parish of Ste-Thérèse de Blainville, measuring two arpents in width by the depth existing between the Grande-Ligne road and the Canadian Pacific Railway, and bounded as follows: In front, towards the southwest, by the Grande-Ligne road; in rear, towards the northeast by the Canadian Pacific Railway; on one side to the northwest, by part of lot No. 775 of the same cadastre, belonging to David Slodovnick, and on the other side, to the southeast, by part of

côté vers le sud-est, par partie dudit lot N° 776, appartenant à Dollard Roberge; avec maison et autres bâties dessus érigées.

Sauf et à distraire de ladite terre, la partie de terrain expropriée par le Gouvernement de la Province de Québec, pour l'élargissement de la Route Nationale N° 11;

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Thérèse de Blainville le DEUXIÈME jour D'AOUT 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, St-Jérôme, le 20 juin 1952.

Le Shérif, ALB. FOURNELLE. 32866-26-2-o

said lot No. 776, belonging to Dollard Roberge; with the house and other buildings thereon erected.

Save and to be deducted from said farm, that portion of land expropriated by the Government of the Province of Quebec for the widening of the National Highway No. 11;

As the whole presently subsists with the active and passive, apparnt or unapparent servitudes attaching to the said immoveable.

To be sold, at the Catholic church door of Ste-Thérèse de Blainville, on the SECOND day of AUGUST, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, St-Jérôme, June 20, 1952.

ALB. FOURNELLE, Sheriff. 32866-26-2-o

**Index de la Gazette officielle de Québec, N° 26**

**Index of the Quebec Official Gazette, No. 26**

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1631

RÉCEPTION DES ANNONCES: 1631

AVIS DIVERS:

Archambault Automobile Limitée (Dist. actif) . . . . . 1652

Cercle des Cuniculteurs du District de Sherbrooke (Fondation) . . . . . 1653

Croydan Social & Municipal Association Credit Union (Fondation) . . . . . 1654

Drummond Swimmers' Parents Association (Règlements) . . . . . 1654

La Cité Rurale de St-Bruno (Fondation) . . . . . 1653

La Fédération de l'U.C.C. de Ste-Anne de la Pocatière (Nom changé) . . . . . 1653

L'Association des Instituteurs catholiques de Montréal (Terminée) . . . . . 1652

Sherbrooke Street Realty Corporation (Dist. actif) . . . . . 1654

Syndicat Coopératif d'Egoût de Notre-Dame de Lorette (Fondation) . . . . . 1653

Temiskaming Community Association Inc. (Règlements) . . . . . 1653

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1631

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES: 1631

MISCELLANEOUS NOTICES:

Archambault Automobile Limitée (Dist. assets) . . . . . 1652

Cercle des Cuniculteurs du District de Sherbrooke (Foundation) . . . . . 1653

Croydan Social & Municipal Association Credit Union (Foundation) . . . . . 1654

Drummond Swimmers' Parents Association (By-laws) . . . . . 1654

La Cité Rurale de St-Bruno (Foundation) . . . . . 1653

La Fédération de l'U.C.C. de Ste-Anne de la Pocatière (Name changed) . . . . . 1653

L'Association des Instituteurs catholiques de Montréal (Terminated) . . . . . 1652

Sherbrooke Street Realty Corporation (Dist. assets) . . . . . 1654

Syndicat Coopératif d'Egoût de Notre-Dame de Lorette (Foundation) . . . . . 1653

Temiskaming Community Association Inc. (By-laws) . . . . . 1653

CHARTES — ABANDON DE:

Archambault Automobile Limitée. . . . . 1654

Les Magasins Farmer Ltée. . . . . 1654

Montmorency Patent Holdings Limited 1654

CHARTERS — SURRENDER OF:

Archambault Automobile Limitée. . . . . 1654

Les Magasins Farmer Ltée. . . . . 1654

Montmorency Patent Holdings Limited 1654

COMPAGNIES DISSOUTES:

Les Constructions de la Vallée Ltée. . . . . 1655

Mirador Incorporée . . . . . 1655

COMPANIES DISSOLVED:

Les Constructions de la Vallée Ltée . . . . . 1655

Mirador Incorporée . . . . . 1655

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Dupuy . . . . . 1656

Farnham Ouest, paroisse. . . . . 1655

St-Damase. . . . . 1656

Vaudreuil. . . . . 1655

EDUCATION:

School Municipality of:

Dupuy . . . . . 1656

Farnham Ouest, parish . . . . . 1655

St-Damase. . . . . 1656

Vaudreuil. . . . . 1655

TERRES ET FORETS:

Service du Cadastre:

Aylmer, ville . . . . . 1656

Laprairie, paroisse . . . . . 1656

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Aylmer, town . . . . . 1656

Laprairie, parish. . . . . 1656

Lévis, cité . . . . .	1657	Lévis, city . . . . .	1657
Potton, canton . . . . .	1657	Potton, township . . . . .	1657
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Trois-Rivières (Prélèvement) . . . . .	1657	Barbers and hairdressers, Trois-Rivières (Levy) . . . . .	1657
Construction, Québec (Modification) . . . . .	1659	Construction, Québec (Amendment) . . . . .	1659
Métallurgie, Québec (Modification) . . . . .	1658	Metal, Quebec (Amendment) . . . . .	1658
<b>EXAMENS DU BARREAU:</b>		<b>BAR EXAMINATIONS:</b>	
Bas St-Laurent, étude du droit . . . . .	1661	Lower St. Lawrence, study of law . . . . .	1661
Bedford, 3e et 4e année . . . . .	1662	Bedford, 3rd and 4th year . . . . .	1662
Hull, pratique du droit . . . . .	1662	Hull, practice of law . . . . .	1662
Laurentides, étude du droit . . . . .	1663	Laurentides, study of law . . . . .	1663
Richelieu, pratique du droit . . . . .	1663	Richelieu, practice of law . . . . .	1663
St-François, étude du droit . . . . .	1663	St. Francis, study of law . . . . .	1663
St-François, pratique du droit . . . . .	1663	St. Francis, practice of law . . . . .	1663
Saguenay, pratique du droit . . . . .	1662	Saguenay, practice of law . . . . .	1662
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Academy Sportswear Limited . . . . .	1632	Academy Sportswear Limited . . . . .	1632
Associated Lumber & Pulp Corporation	1633	Associated Lumber & Pulp Corporation	1633
Bégin et Pépin Ltée. . . . .	1633	Bégin et Pépin Ltée. . . . .	1633
Brouillard Automobile, Limitée. . . . .	1633	Brouillard Automobile, Limitée. . . . .	1633
Central Lumber Products Limited . . . . .	1634	Central Lumber Products Limited . . . . .	1634
Continental Steel Company Limited . . . . .	1634	Continental Steel Company Limited . . . . .	1634
Crémérie Drummondville, Limitée . . . . .	1634	Crémérie Drummondville, Limitée . . . . .	1634
David W. Armstrong & Son Ltd. . . . .	1635	David W. Armstrong & Son Ltd. . . . .	1635
Dominion Commodity Co. Ltd. . . . .	1635	Dominion Commodity Co., Ltd. . . . .	1635
Eastern Traders Ltd. . . . .	1635	Eastern Traders Ltd. . . . .	1635
Fly-Master Corporation of Canada. . . . .	1636	Fly-Master Corporation of Canada. . . . .	1636
Gagnon Frères Meubles (Port-Alfred) Ltée. . . . .	1636	Gagnon Frères Meubles (Port-Alfred) Ltée. . . . .	1636
Giant Chibougamau Mines Ltd. . . . .	1636	Giant Chibougamau Mines Ltd. . . . .	1636
Glendale Cleaners and Dyers Ltd. . . . .	1637	Glendale Cleaners and Dyers Ltd. . . . .	1637
Grayhouse Realities Inc. . . . .	1637	Grayhouse Realities Inc. . . . .	1637
Hamilton Nursing Home Inc. . . . .	1637	Hamilton Nursing Home Inc. . . . .	1637
Harnish Fisheries Limited. . . . .	1638	Harnish Fisheries Limited. . . . .	1638
Hudson Planned Homes Limited. . . . .	1638	Hudson Planned Homes Limited. . . . .	1638
J. E. Hanger of Montreal Ltd. . . . .	1638	J. E. Hanger of Montreal Ltd. . . . .	1638
Kennebec Lumber Inc. . . . .	1639	Kennebec Lumber Inc. . . . .	1639
La Chambre de Commerce des Jeunes de Montmorency . . . . .	1639	La Chambre de Commerce des Jeunes de Montmorency . . . . .	1639
La Cie d'Excavations Bonneau Ltée. . . . .	1640	La Cie d'Excavations Bonneau Ltée. . . . .	1640
La Compagnie Thuot & Goyette Limitée. . . . .	1640	La Compagnie Thuot & Goyette Limitée. . . . .	1640
La Corporation de l'Hôpital de St-Alexandre des Escoumins . . . . .	1640	La Corporation de l'Hôpital de St-Alexandre des Escoumins . . . . .	1640
La Ligue des Propriétaires de la Pointe-aux-Trembles — Property Owner's League of la Pointe-aux-Trembles. . . . .	1641	La Ligue des Propriétaires de la Pointe-aux-Trembles — Property Owner's League of la Pointe-aux-Trembles. . . . .	1641
Le Club des Lions de Québec, Inc. . . . .	1641	Le Club des Lions de Québec, Inc. . . . .	1641
Les Immeubles Bernier Limitée. . . . .	1642	Les Immeubles Bernier Limitée. . . . .	1642
Mansions Garage (Sales and Service) Limited. . . . .	1642	Mansions Garage (Sales and Services) Limited. . . . .	1642
Material Industries, Ltd. . . . .	1642	Material Industries, Ltd. . . . .	1642
Montmartre Canadien. . . . .	1643	Montmartre Canadien. . . . .	1643
Montreal Appliance Service Corporation Ltd. . . . .	1643	Montreal Appliance Service Corporation Ltd. . . . .	1643
Northfield Holdings Inc. . . . .	1643	Northfield Holdings Inc. . . . .	1643
Northland Cleats & Lumber Co. Ltd. . . . .	1644	Northland Cleats & Lumber Co. Ltd. . . . .	1644
Olivier Auto Val d'Or Ltée. . . . .	1644	Olivier Auto Val d'Or Ltée. . . . .	1644
Opemisca Explorers Limited. . . . .	1644	Opemisca Explorers Limited. . . . .	1644
P. A. Dauncey Limited. . . . .	1645	P. A. Dauncey Limited. . . . .	1645
Paul Desormeau, Limitée . . . . .	1645	Paul Desormeau, Limitée . . . . .	1645
P. Hamelin Limitée . . . . .	1645	P. Hamelin Limitée . . . . .	1645
Powers School (Canada) Ltd. . . . .	1646	Powers School (Canada) Ltd. . . . .	1646
Promotion & Placements Cie Ltée — Promotion & Investments Co. Ltd. . . . .	1646	Promotion & Placements Cie Ltée — Promotion & Investments Co. Ltd. . . . .	1646
Quebec Northwest Products Inc. . . . .	1646	Quebec Northwest Products Inc. . . . .	1646
Rock Corporation Ltd. . . . .	1647	Rock Corporation Ltd. . . . .	1647
Sterling Paper Mills Inc. . . . .	1647	Sterling Paper Mills Inc. . . . .	1647
The American Advertising Agency Limited . . . . .	1647	The American Advertising Agency Limited . . . . .	1647

The Production of Mount St-Hilaire Ltd.— La Production de Mont St-Hilaire Ltée. ....	1698
Verdun Rugby Football Club. ....	1648
Victoria Ready Mix Inc.. ....	1649

The Production of Mount St-Hilaire Ltd.— La Production de Mont St-Hilaire Ltée. ....	1648
Verdun Rugby Football Club. ....	1648
Victoria Ready Mix Inc.. ....	1649

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Athanase Simard Automobile Ltée . . . .	1649
Canadian Ribbon Tape Co. Ltd.. . . . .	1649
Cie de Tabac Terrebonne Limitée. . . . .	1649
Club de Golf de Lorette Inc.— Lorette Golf Club Inc.. . . . .	1650
G. H. Montminy Inc. . . . .	1650
La Peinture Zenith Incorporée — Zenith Paint Incorporated . . . . .	1650
Quebec Land Company. . . . .	1651
Record Player Corporation. . . . .	1651
Savard, Hodgson & Co. Inc. . . . .	1651
Savon Majestic Soap Limitée. . . . .	1651
Standard Barrels and Drums Inc.. . . . .	1651
Syndicat Laurentien Incorporé — Laurentian Syndicate Incorporated. . . . .	1652

Athanase Simard Automobile Ltée . . . .	1649
Canadian Ribbon Tape Co. Ltd.. . . . .	1649
Cie de Tabac Terrebonne Limitée. . . . .	1649
Club de Golf de Lorette Inc.— Lorette Golf Club Inc.. . . . .	1650
G. H. Montminy Inc. . . . .	1650
La Peinture Zenith Incorporée — Zenith Paint Incorporated . . . . .	1650
Quebec Land Company. . . . .	1651
Record Player Corporation. . . . .	1651
Savard, Hodgson & Co. Inc. . . . .	1651
Savon Majestic Soap Limitée. . . . .	1651
Standard Barrels and Drums Inc.. . . . .	1651
Syndicat Laurentien Incorporé — Laurentian Syndicate Incorporated. . . . .	1652

MINISTÈRE DES FINANCES:

DEPARTMENT OF FINANCE:

Assurance:

Insurance:

The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada	1664
--	------

The Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada	1664
--	------

SOUSSIONS:

TENDERS:

St-Joseph de Mont-Rolland (correction)	1664
--	------

St-Joseph de Mont-Rolland (correction)	1664
--	------

VENTES PAR LICITATION:

SALES BY LICITATION:

Audet <i>et al</i> vs Audet . . . . .	1664
---------------------------------------	------

Audet <i>et al</i> vs Audet . . . . .	1664
---------------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

SALES FOR TAXES:

Délisle, canton. . . . .	1665
St-Lambert, cité. . . . .	1666
St-Cœur-de-Marie, village. . . . .	1666

Délisle, township. . . . .	1665
St-Lamber, city. . . . .	1666
St-Cœur-de-Marie, village. . . . .	1666

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

BEDFORD:

Loi fédérale sur les Droits successoraux vs Mintz. . . . .	1667
Pigeon vs Surprenant. . . . .	1668

The Federal Act concerning the Succession Duties vs Mintz. . . . .	1667
Pigeon vs Surprenant. . . . .	1668

HULL:

HULL:

Lauzon vs Héritiers de R. Marengère. . . . .	1668
--	------

Lauzon vs Heirs of R. Marengère. . . . .	1668
--	------

MONTREAL:

MONTREAL:

Després vs Primeau. . . . .	1669
Pagé <i>et al</i> vs Parthenais . . . . .	1669

Després vs Primeau. . . . .	1669
Pagé <i>et al</i> vs Parthenais . . . . .	1669

TERREBONNE:

TERREBONNE:

Desjardins vs Jolicœur . . . . .	1670
Garon <i>et al</i> vs Cardinal. . . . .	1670

Desjardins vs Jolicœur . . . . .	1670
Garon <i>et al</i> vs Cardinal. . . . .	1670

32853-0

32853-0

